

la Vérité

ORGANE DE LA LIGUE COMMUNISTE (OPPOSITION)

N° 40. — Vendredi 13 juin 1930

HEBDOMADAIRE

Prix : 0 fr. 50

Vers le redressement de la C. G. T. U. dans le Nord

C. G. T. U. OPPOSITION UNITAIRE DE LA 1^{re} U. R. U.

Aux secrétaires et militants
des syndicats et unions locales !

Aux ouvriers unitaires
de la Région du Nord !

Cri d'alarme

Après l'appel de l'Opposition Unitaire, un groupe de militants de la région du Nord, lance lui aussi le cri d'alarme. Nous nous adressons aux militants et aux ouvriers unitaires du Nord et du Pas-de-Calais ; nous leur demandons de rompre le silence, de ne plus accepter sans mot dire la politique de la direction confédérale et de détruire les organisations que nous avons créées et développées au milieu de tant de peines et de difficultés.

Que tous parlent et agissent parce que tous ont quelque chose à dire et voudraient travailler au redressement de la C. G. T. U. Seule, la crainte des insultes et des calomnies les fait taire.

Cela doit cesser. Ayons le courage de voir la réalité et de dénoncer les tristes résultats d'une politique absurde qui mène tout droit la C. G. T. U. à la ruine.

Nous nous attendons à ce que Coquel, Ramette et autres Porreys nous traitent d'opportunistes, social-démocrates, contre-révolutionnaires, agents de la bourgeoisie, etc... Mais les ouvriers commencent déjà à voir clair. Ils se rendront compte rapidement que ceux qui prétendent représenter et défendre les intérêts supérieurs de la classe ouvrière et de la Révolution, ne sont en réalité que de lamentables bureaucrates tout simplement capables de conduire la classe ouvrière à la défaite.

Un bilan désastreux

La C. G. T. U. traverse une crise tout à fait grave. La majorité confédérale, par sa politique absurde, mène notre centrale syndicale révolutionnaire à la faillite. Les échecs dans le domaine des grèves revendicatives comme pour toutes les autres actions, ne se comptent plus. Dans la région du Nord, nous n'aurons bientôt plus rien à envier à la situation des autres régions. Les ouvriers ne répondent plus ou très peu aux appels de l'Union régionale. Les grèves se terminent presque toutes par la défaite, et les effectifs qui s'étaient maintenus jusqu'en 1927 ont baissé considérablement. Aux dernières élections prud'hommes nous sommes arrivés bons derniers après les confédérés et les chrétiens.

Pendant que le mouvement syndical unitaire faiblit, les syndicats jaunes et réformistes maintiennent leurs forces ou progressent.

Ce qui est plus grave encore, ce sont les procédés de lutte qu'emploient les majoritaires de l'appareil contre tous les oppositionnels confondus pêle-mêle, et qui menacent d'aboutir à des mesures fort dangereuses et peut-être à l'exclusion du syndicat de tous ceux qui s'élèveront contre la politique et les ordres stupides de ceux qui mènent

le mouvement syndical à sa perte.

Déjà à Tourcoing, cinq syndicats sont passés à l'autonomie. Nous blâmons fortement et combattons sans répit ceux qui se sont engagés sur cette voie ; mais Porreys et les militants du bureau confédéral portent une partie des responsabilités.

A Dunkerque, les tendances autonomistes sont aussi très fortes dans le syndicat des dockers et tout ce que font les majoritaires semble indiquer qu'ils souhaitent l'autonomie ou la scission sur le port. Les insultes et les calomnies à l'égard des militants de Dunkerque tiennent lieu d'arguments. On organise un congrès par-dessus la tête de la fédération des Ports et Docks et des syndicats. Nous aussi, pensons qu'il est possible d'organiser une action ouvrière et d'organiser des congrès d'industrie ; mais il ne faut pas que cela soit fait avec l'unique souci de battre les minoritaires et faire triompher une mauvaise politique.

Dans le Pas-de-Calais, les 14 sections syndicales de la concession de Courrières décident que Mangematin parlera aux mineurs à Billy-Montigny le 10 mars, à l'occasion de l'anniversaire de la catastrophe de Courrières. Mais les Porreys et sous-Porreys s'y opposent parce que Mangematin a été exclu du parti communiste pour non-conformisme.

Quel mépris des ouvriers de la base ! On chasse et on chassera des directions syndicales tout militant qui même se contentera de faire des réserves sur la politique du parti ou de la C. G. T. U. Morival, secrétaire des mineurs du Nord et du Pas-de-Calais est en train d'en faire la triste expérience.

Enfin les thèses adoptées au dernier conseil central de l'U. R. U. prescrivent l'exécution de tous ceux qui lutteront pour que la C. G. T. U. ne devienne pas une organisation de secte.

Les causes d'une telle situation

Ce n'est pas impunément que l'on joue à la grève générale comme le faisaient les anarcho-syndicalistes. Quand tous les quatre ou cinq mois on lance le mot d'ordre de grève politique, sans tenir compte de la situation et du rapport des forces, et qu'on exige des ouvriers unitaires la réalisation de cette action folle, un grand nombre de tra-

vailleurs lassés se découragent et nous quittent.

Les fiascos du 1^{er} août et du 6 mars représentés par nos tristes révolutionnaires comme des succès, ont porté un sérieux coup à l'influence morale de l'Union régionale.

Et déjà l'on parle d'une nouvelle grève politique le 1^{er} août prochain. Si nos dirigeants régionaux vont jusqu'au bout pour la réalisation de la grève politique le 1^{er} août, ils briseront ou affaibliront considérablement les organisations syndicales qui ont échappé au désastre. Mais ce qui est plus probable, c'est qu'après les fanfaronnades et les menaces de toutes sortes, il n'y aura pas de grève politique dans la région du Nord. Il y aura tout juste quelques manifestations de rue et le lendemain, l'Enchaîné écrira que tous les objectifs ont été atteints et même dépassés. En réalité, nos syndicats se seront affaiblis un peu plus et la région communiste et l'U. R. U. se seront couverts de ridicule une fois de plus. Un ridicule inquiétant, parce que les ouvriers de notre région ne demeurent que dans les organisations sérieuses.

Après avoir combattu les exagérations et les sottises du bureau confédéral, Porreys et d'autres crient maintenant aussi à la « radicalisation » et à l'« essor révolutionnaire des masses », et en vertu de ces affirmations érigées en principes, on « politise » les grèves à tour de bras.

Quand dans une localité des ouvriers luttent pour quelques améliorations matérielles ou simplement pour maintenir leur niveau de vie, tout de suite les chefs ignorants crient que les ouvriers luttent contre le complot, contre la guerre, etc... et que leur grève est politique. Presque toujours c'est la défaite.

Enfin, les syndicats unitaires qui devraient être des organisations de masses ouvertes à tous les ouvriers sans distinction, sont devenus ou doivent devenir un deuxième parti communiste. Tous les mots d'ordre du Parti, ses principes, sa tactique, sa structure organique, sont bêtement et mécaniquement imposés à la C. G. T. U.

A un syndicat de plusieurs milliers d'adhérents, qui compte des ouvriers socialistes, chrétiens et anarchistes, on dit : « C'est le Parti communiste qui vous dirige ». Pour tout dire, nous avons l'impression que les « vieux » militants qui nous dirigent et qui donnent des leçons avec tant d'autorité, ne connaissent absolument rien du mouvement ouvrier.

Ce que nous voulons

Beaucoup de camarades nous diront : « Mais enfin que voulez-vous ? Que proposez-vous ? » A cela nous répondons que nous approuvons sans aucune réserve le manifeste de l'Opposition Unitaire qui a déjà indiqué les solutions seules capables de surmonter la crise traversée par la C. G. T. U.

En premier lieu, il faut réaliser dans toutes nos organisations la véritable démocratie syndicale. Lorsqu'on traite tous les opposants de social-démocrates, de contre-révolutionnaires, d'agents de

la bourgeoisie, etc..., ce n'est plus la démocratie syndicale. Lorsque la direction régionale s'oppose à ce qu'un camarade — mandaté par ses 14 sections syndicales — parle aux ouvriers, ce n'est plus la démocratie syndicale. C'est la dictature de l'appareil !

Il faut que tous les militants puissent s'exprimer, discuter et décider librement, sans que dès le lendemain une campagne inouïe de l'appareil ne les déconsidère aux yeux des travailleurs.

Il faut réaliser cette première condition si nous voulons que les syndicats retrouvent leur vie et redonnent confiance aux masses ouvrières.

Aussi longtemps que l'on voudra faire de la C. G. T. U. une simple annexe du P. C. elle ne deviendra pas une organisation de masses. Certes, une centrale syndicale révolutionnaire, digne de ce nom, ne doit pas se contenter de lutter pour des intérêts étroitement corporatifs ; elle doit profiter de chaque bataille pour élever la conscience de classe des ouvriers, les éduquer et les préparer pour les entraîner aux grandes batailles révolutionnaires. Mais l'on ne pourra faire cela que si nos syndicats et nos militants montrent dès à présent qu'ils sont les meilleurs défenseurs des intérêts immédiats des ouvriers.

Au lieu de cela on se gargarise avec des formules ronflantes sur la radicalisation des masses et l'essor révolutionnaire, et les revendications immédiates passent au second plan ou sont purement et simplement oubliées.

On dépense toutes les forces et les énergies pour l'organisation des 1^{er} août et des 6 mars, et pendant ce temps des grèves partent en dehors de nos syndicats (Kuhlmann à Mareq en Bailleul — Thiriez à Loos — etc.) ou sont mal préparées.

Dans notre région, un travail formidable d'agitation et d'organisation est à faire par les syndicats, chez les mineurs, le textile et les métaux ; mais on ne trouve pas le temps ni les moyens de le faire. Des grands mots sur la préparation du congrès de l'U. R. U. voilà ce qu'offrent les dirigeants de l'U. R. U. aux ouvriers ; et il est déjà question de préparer une nouvelle grève politique le 1^{er} août prochain.

Nous pensons que la proclamation par le congrès de l'U. R. U. comme par celui de la C. G. T. U. du rôle dirigeant du P. C. est nuisible, non seulement à nos syndicats, mais au parti communiste lui-même. Ce n'est pas parce qu'on aura bureaucratiquement et mécaniquement pris une telle décision que la chose sera réalisée.

D'autre part, nous rejetons la thèse de l'Indépendance du syndicalisme. Dans le Nord, plus qu'ailleurs, cela est impossible. Les syndicats confédérés y sont depuis toujours sous l'influence des socialistes, les syndicats libres sous l'influence de l'Eglise et les syndicats unitaires sous celle du communisme. De plus le Comité pour l'Indépendance ressemble un peu trop à un rassemblement d'anti-communistes.

Nous avons vu où les théories de l'Indépendance et de « pas de politique dans les syndicats » ont conduit les mi-

LISEZ :

EN 2^e PAGE :

DECLARATION DE L'OPPOSITION
UNITAIRE.

EN 3^e PAGE :

TACHES DES COMMUNISTES ESPAGNOLS, par TROTSKY.
AVANT LE 16^e CONGRES DU PARTI
BOLCHEVIK.

EN 6^e PAGE :

LA CRISE DU CENTRISME DANS
LE PARTI.
L'EXCLUSION DE CORNETTE.

noritaires de Tourcoing et l'Alimentation de Roubaix : à l'autonomie et peut-être plus tard à la C.G.T. de Jouhaux.

Les signataires de cet appel sont tous des communistes exclus ou encore membres du Parti et ce n'est pas nous qui sommes hostiles à la conquête du rôle dirigeant par le Parti. La Direction du Parti nous a chassés parce que nous nous dressions contre sa politique qui mène le Parti à la débâcle et c'est contre ses chefs que nous sauverons le Parti. Mais encore faut-il que ce rôle dirigeant soit reconnu par les ouvriers syndiqués et non imposé de force. Et la reconnaissance dans les faits du rôle dirigeant ne se fera que dans la mesure où les communistes montreront aux travailleurs qu'ils sont leurs meilleurs guides et défenseurs dans toutes les luttes des plus petites aux plus grandes.

Au travail pour le redressement de l'U. R. et de la C. G. T. U.

Le triste bilan à l'actif de nos dirigeants actuels sera plus triste encore l'année prochaine, si les militants des syndicats et des U. R. n'y mettent bon ordre. Qu'ils réagissent contre la politique funeste du bureau confédéral, appliquée docilement par Porreye sur le plan de notre région.

Préparons-nous à mener une grande bataille au prochain congrès de l'Union régionale contre ceux qui consciemment ou inconsciemment travaillent à la faillite du syndicalisme révolutionnaire.

Nous avons trop hésité jusqu'à maintenant et de cette hésitation profitent nos adversaires.

Allons résolument de l'avant. Ne craignons pas les obstacles et ainsi nous travaillerons pour le renforcement de la C.G.T.U., pour la classe ouvrière.

Ouvriers unitaires du Nord ! Avec l'opposition unitaire de la Ire U. R., au travail pour le redressement de la C. G. T. U. !

Blanckaert, secrétaire des marins de Dunkerque. — **Dalath**, secrétaire de l'Enseignement du Nord. — **Roudot**, délégué-mineur à Sallaumine (P.-de-C.). — **Gourlet**, délégué-mineur. — **Lemaire**, délégué-mineur à Billy-Montigny. — **Carpentier**, secrétaire des mineurs d'Harnes. — **Lallart**, des mineurs du P.-de-C. — **Devreyère**, du bâtiment de Lille. — **Van de Gewicht**, du bâtiment de Lille. — **Mangematin**, délégué mineur à Harnes. — **Delattre**, délégué mineur à Harnes. — **Cornette**, Albert, secrétaire de l'U. L. d'Halluin. — **Wallart**, des métaux de Lille (ancien secr. de l'U. L.). — **Gaudou**, alimentation de Lille.

LA SEMAINE

Le cas Challaye.

Le professeur Challaye n'a pu garder le silence devant les exactions et les crimes des colonialistes. L'affairiste Oatrey, aboyeur des féodaux indochinois, exige des poursuites. Tardieu saisit l'occasion de satisfaire sa vindicte sur un homme qui a dénoncé en lui le journaliste de chantage du Homs-Bagdad et de la N'Goko Sangha.

Les hommes d'affaires entendent faire de tous les intellectuels, de tous les fonctionnaires, de tous les employés de l'Etat, une « grande muette ». L'armée et mieux encore la police, c'est le modèle sur lequel ils veulent adapter tout l'appareil de l'Etat, et tous les cadres du régime. Ceux que la corruption et l'abrutissement n'ont pas enchaînés, les sanctions les maintiendront dans le rang.

Challaye est défendu par les organisations qui se réclament de la défense démocratique — au premier rang, le parti socialiste. Pour la défense d'une conscience, d'un intellectuel, ces partis se mobilisent plus aisément. Mais c'est, à propos des crimes du capitalisme en Indochine, à propos des exécutions criminelles de Yen-Bay que Challaye a élevé la voix. La défense de Challaye ne compensera pas la réserve ou la gêne des « défenseurs des droits démocratiques » devant l'action révolutionnaire en Indochine. A l'importance et au contenu de la campagne de la presse qui se réclame de la classe ouvrière, les ouvriers peuvent juger quels sont

Sauvons la C. G. T. U. !

Déclaration de l'Opposition Unitaire

Nous publions ci-dessous une déclaration de l'Opposition Unitaire ; elle répond directement aux attaques récentes de Monmousseau ainsi qu'aux avances et sommations de Chambelland.

Cette déclaration met les choses au point. Monmousseau et Chambelland voulaient des précisions. Ils sont servis.

Nous nous félicitons de l'importance accordée à notre manifeste dans tous les milieux ouvriers. On le discute, on le commente, on l'épluche, on le reproduit. C'est la preuve que notre entrée en lice répond à un besoin, que notre cri d'alarme est justifié, qu'en parlant haut et ferme nous avons fait réfléchir des militants de toutes tendances.

Accaparés par une pressante tâche de ralliement et de regroupement, nous ne perdrons pas notre temps à répondre aux commentaires favorables ou défavorables de tous ceux qui, pour les besoins de leur cause, tentent de déformer notre pensée. Mais dans l'intérêt de l'Opposition unitaire, dans l'intérêt même de la C.G.T.U., nous avons le double devoir de préciser notre position face à la Direction confédérale comme au Comité pour l'Indépendance.

Contre les dirigeants confédéraux

Les dirigeants de la C.G.T.U. responsables de la crise grave traversée par notre centrale syndicale se sont réunis trois fois officiellement, une fois au moins officieusement pour élaborer un contre-manifeste, pour répondre aux faits, aux chiffres, aux textes que nous avons apportés. Et ils n'annoncent qu'à présent la publication de leur réponse ! C'est qu'il est plus facile d'insulter des adversaires de tendance que de répondre avec sérieux à un réquisitoire accablant et le discours de Monmousseau au congrès postal unitaire, discours gonflé d'affirmations sans preuves, trahit l'embarras des chefs de la majorité confédérale.

Le fait que les dirigeants de la C.G.T.U. semblaient si peu pressés de sortir leur texte comporte déjà tout un enseignement. Mais à qui, maintenant, avons-nous à faire ? Quel bureau confédéral avons-nous ? C'est la question que nous avons à poser. N'y a-t-il pas eu, depuis la parution de notre manifeste, une « révolution de palais » rue Grange aux Belles ? Quelques-uns de ceux que nous avons dénoncés ne sont-ils pas déjà limogés ? Il est tout de même effarant que de tels changements de personnel à la tête de la C.G.T.U. puissent se produire en dehors des congrès sans que le syndiqué de base en soit seulement informé. Pourquoi la Vie syndicale ne nous renseigne-t-elle pas ? Pourquoi ne paraît-elle plus ? Serons-nous longtemps encore dans l'ignorance de ceux qui restent momentanément en face de nous ? Se déroberaient-ils ?

Fidèle à la tactique qui lui a si bien réussi et qui est la même que

ceux qui se placent sur le terrain de classe de la lutte contre l'impérialisme. Et le reproche vaut pour le Cri du Peuple.

Le congrès socialiste de Bordeaux.

Le congrès national de Bordeaux survient dans la félicité actuelle des chefs socialistes. La date flamboyante de 1932, c'est la terre promise du parti social-démocrate français. Les partis frères des plus grands pays d'Europe lui ont déjà montré la voie. L'amertume de ces exemples pourrait toucher des socialistes, elle n'atteint pas les politiciens démocrates déformés par le parti. Le grand palabre de Bordeaux ne marque que des désaccords tactiques. La droite, qui occupe les leviers de commande hors du parti, se comporte déjà comme la sœur jumelle du parti radical. La gauche, la réserve du parti, hausse d'un cran son vocabulaire pour « réaliser » à son profit les difficultés du parti communiste. Mais le parti entier, unifié dans l'absence de principes, est d'accord pour entraîner la classe ouvrière dans la collaboration à l'intérieur d'un régime que les capitalistes contrôlent de plus en plus rigoureusement.

celle du Populaire et de l'Information Sociale comme du Cri du Peuple, le Bureau confédéral veut à tout prix nous confondre avec la minorité groupée sous le signe de l'Indépendance. Il argue que nous avons des points d'accord avec la minorité ; voilà une belle raison en vérité !

Il ne suffit pas de claironner à tous les échos, de répéter sans cesse, afin de le faire croire, qu'il y a identité de vues et rapports étroits entre la minorité et l'Opposition unitaire. Il faut le prouver. Il ne suffit pas de nous traiter de « minoritaires » et de qualifier notre travail de redressement d'« opération réformatrice ». Il faut le prouver. Quant à l'accusation d'« opportunisme » elle est plaisante venant de ceux qui, pour conserver leur situation, font cent pirouettes « inopportunes » suivant le souffle du vent d'Est. Ce serait vraiment trop facile en accolant quelques mots de créer artificiellement des choses.

Nous savons que notre position gêne énormément ceux qui croient détenir le monopole du communisme et du révolutionnarisme. Mais nous les avertissons qu'ils peuvent dénaturer nos paroles en leur donnant une signification outrée, qu'ils peuvent nous traîner dans la boue — bon nombre d'entre nous l'ont déjà été par les Jouhaux, Dumoulin et Cie — il ne nous feront pas dévier d'un pouce ni d'une cheville.

Nous sommes sur le terrain du large syndicalisme - communiste - unitaire et nous y resterons. Et de même que nos camarades de l'Enseignement n'ont pas attendu la création du P.C. pour avoir une boussole, nous ne nous en irons pas à la dérive parce que pour la plupart nous ne sommes plus du P.C., au moment où il ne représente presque rien.

L'Opposition unitaire a l'ambition d'être, dans la C.G.T.U., le groupe qui rencontre des éléments désorientés par la folle politique du P.C. et des dirigeants confédéraux, de tous ceux qui, étreints par l'angoisse, sont ou vont devenir des opposants, mais qui ne peuvent ou ne veulent pas aller au Comité pour l'Indépendance.

Contre la minorité

Le Comité pour l'Indépendance peut nous faire publiquement et à dessein toutes les rissettes qu'il voudra, il peut publiquement prendre l'allure bonasse dans l'espérance de nous gagner tout en se livrant dans la coulisse à des pressions personnelles, à des manœuvres subtiles et à certaines attaques, il peut persister dans ses illusions sur la plus grande « Minorité », (en passant, soulignons que l'Information Sociale, journal qui travaille pour la C.G.T., espère ouvertement l'« union » des minoritaires), appuyer sur les points d'accord, faire les points de divergences avec nous, il ne parviendra pas plus que le bureau confédéral à faire changer notre attitude d'un pouce ni d'une cheville. Les sommations et les rissettes de Chambelland sont aussi inutiles que les insultes et les pauvretés de Gitton-Monmousseau.

Le fossé qui nous sépare de la majorité confédérale est d'ordre tactique ; celui qui nous sépare de la minorité confédérale est surtout d'ordre idéologique.

La minorité rabâche obstinément la formule « Indépendance ». Nous le répétons : l'indépendance idéologique des syndicats est un non-sens et une chimère. L'indépendance matérielle impliquant l'élimination de toute mécanisation et hégémonie d'un Parti, fût-il le plus révolutionnaire du monde à tous les échelons de la C.G.T.U., mais en conservant aux syndicats l'âme communiste - révolutionnaire sans esprit de secte pour que l'action de masse réfléchie s'élève toujours au-dessus du corporatisme étroit, c'est cela que nous voulons.

Une partie de la Minorité s'affirme pour la « Charte d'Amiens » dont la C.G.T.S.R. de Besnard et la C.G.T. de Jouhaux, y compris la Fédération des fonctionnaires avec le S.N. de l'Enseignement, se revendiquent. C'est cet assemblage, hétéroclite à l'extrême, allant des anarchistes, en passant par un grand nombre de membres du Comité pour

l'Indépendance, jusqu'aux éléments réformistes les plus contaminés par l'idéologie petite-bourgeoise qui défend la « panacée » qu'est, paraît-il, la Charte d'Amiens. Nous rejetons cet ancien pavillon révolutionnaire qui couvre aujourd'hui les pires camelotes syndicales.

La minorité tout au moins partiellement (Ligue Syndicaliste, adhérents au P.O.P.) s'affirme pour l'Unité Syndicale. Dans les conjonctures actuelles avec l'intégration de la C.G.T. dans l'appareil d'Etat bourgeois, nous considérons l'unité syndicale comme n'étant ni réalisable ni souhaitable. Nous pensons qu'une bonne politique de la C.G.T.U. pourrait faciliter l'éclosion d'une gauche dans la C.G.T., gauche orientée vers la C.G.T.U. Ainsi éviterait-on que l'ensemble des ouvriers de la centrale réformatrice soient attachés au char de Jouhaux.

Dans ses analyses de la situation économique, la minorité estime qu'il y a atténuation des contradictions économiques. Nous estimons qu'il y a accroissement.

Pratiquement la minorité s'inspire de l'anarcho-syndicalisme. Nous estimons que ce courant idéologique est condamné par la double expérience de la Guerre et de la Révolution russe qui l'a en fait liquidé dans le monde.

La minorité s'est montrée incapable d'enrayer les passages à l'autonomie et les glissements vers la C.G.T. de gouvernement et d'avachissement.

Les 5 ex-syndicats unitaires de Tourcoing et les syndicats de l'alimentation passés à l'autonomie après un petit stage dans la minorité nous en fournissent la preuve.

Ce qui est plus grave, c'est que par ses mots d'ordre d'« autonomie », d'« indépendance », traduits pratiquement par le « pas de politique », les syndicats de la C.G.T.U. l'indépendance loin d'endiguer le courant d'autonomie, le favorise en provoquant un renouveau du corporatisme.

La minorité forme une cohue bigarrée, un agglomérat composite, dont il ne peut, à notre sens, rien sortir de positif. Si elle triomphait, au lieu de ramener la C.G.T.U. sur le plan révolutionnaire, nous sommes persuadés qu'elle ferait glisser à droite notre organisation centrale. Il n'est même pas sûr qu'en l'occurrence la C.G.T.U. serait toujours sur le terrain de la lutte de classe.

Enfin tactiquement, nous estimons que la minorité mène une partie saine de l'Opposition confédérale, dans une fausse voie parce que si le P.C. est en régression énorme, le communisme est toujours fortement enraciné dans les masses combattives et c'est sur notre base largement unitaire et d'esprit communiste que doit s'opérer la régénération de la C.G.T.U..

Pour l'Opposition Unitaire

La Direction de la C.G.T.U. est d'autant plus dangereuse qu'elle prétend s'inspirer du Communisme dans sa tactique d'errements et de perpétuelles contradictions. C'est là une imposture. Oscillant entre les pratiques inspirées du bureaucratisme et de la pire politique d'aventures, elle fait le lit de tous les adversaires de la C.G.T.U. Ainsi, la C.G.T. réformatrice, loin de voir son influence s'atténuer, bénéficie de la politique des Gitton-Monmousseau.

Le Comité pour l'Indépendance du syndicalisme est lui-même, une création des dirigeants de la C.G.T.U. ; ce sont eux qui ont rejeté vers les voies sans issues de l'anarcho-syndicalisme, de nombreux militants écorchés et découragés. Mais nous sommes persuadés, en constatant le rassemblement que nous avons pu opérer, presque sans moyens en un mois, que l'avenir est à l'Opposition unitaire. Déjà sont groupés sur notre plate-forme des militants qui ont occupé ou occupent des postes importants dans leurs organisations. Déjà nous avons pris racine solidement dans une région industrielle comme le Nord.

Contre les dirigeants confédéraux, hors des votes minoritaires, par l'Opposition unitaire, nous sauverons la C.G.T.U..

L'Opposition Unitaire.

Les tâches des communistes en Espagne

Lettre à la rédaction de "Contra la Corriente"

organe de l'opposition communiste de gauche espagnole

Je salue chaleureusement l'apparition du premier numéro de votre journal. L'Opposition Communiste d'Espagne entre dans l'arène dans un moment particulièrement propice et non moins décisif.

En attendant, la crise que traverse l'Espagne se développe avec une régularité remarquable, qui permet à l'avant-garde prolétarienne de faire sa préparation pendant un certain temps. Mais il est bien douteux que ce temps-là soit de longue durée.

La dictature de Primo de Rivera est tombée sans révolution, par épuisement intérieur. Cela veut dire, en d'autres termes, que dans sa première étape, la question fut résolue par les maladies de la vieille société et non par les forces révolutionnaires d'une société nouvelle. Ce n'est pas par un simple hasard. Le régime de la dictature qui ne trouvait plus, pour les classes bourgeoises sa justification dans la nécessité de l'écrasement immédiat des masses révolutionnaires, se trouva simultanément en contradiction avec les besoins de la bourgeoisie dans les domaines économique, financier, politique et culturel. Mais jusqu'au dernier moment, la bourgeoisie étudia de toutes ses forces la lutte ; elle laissa à la dictature le temps de pourrir et de tomber, tel un fruit véreux.

La bourgeoisie et la dictature

Après cet événement, les classes différentes, dans la personne de leurs groupements politiques, se trouvèrent obligées de prendre une position nette devant les masses populaires. Là voici que nous observons un phénomène paradoxal. Les mêmes partis bourgeois qui, grâce à leur conservatisme, renouaient à mener quelque peu une lutte sérieuse contre la dictature militaire, rejettent aujourd'hui toute la responsabilité de cette dictature sur la monarchie et se déclarent républicains. On pourrait, en effet, croire que la dictature était tout le temps pendue à un mince fil, au balcon du Palais royal, et qu'elle ne s'appuyait point sur le soutien, en partie passif, en partie actif, des couches les plus solides de la bourgeoisie, qui paralysaient de toutes leurs forces l'activité de la petite bourgeoisie, et foulaient aux pieds les travailleurs des villes et des campagnes.

Et qu'en résulte-t-il ? Tandis que, non seulement les travailleurs, les paysans, le petit peuple urbain, les jeunes intellectuels, mais presque toute la forte bourgeoisie sont républicains, ou se déclarent comme tels, la monarchie continue à exister et à agir. Si Primo ne tenait qu'à un fil de la monarchie, à quel fil tiendrait donc la monarchie, même dans un pays si « républicain » ? A première vue, cela apparaît comme une énigme insoluble. Mais le secret n'est pas tellement compliqué. La même bourgeoisie qui « supportait » Primo de Rivera, la soutenait, en effet, comme elle soutient actuellement la monarchie par les seuls moyens qui lui restent, c'est-à-dire en se déclarant républicaine et en s'adaptant ainsi à la psychologie de la petite bourgeoisie, pour la tromper et la paralyser de son mieux.

Pour qui l'observe de côté, cette scène, malgré son aspect dramatique profond, n'est pas dépourvue de comique. La monarchie est assise sur le dos de la bourgeoisie républicaine, qui n'est nullement pressée de redresser son dos. La bourgeoisie, se faufilant avec sa précieuse charge, à travers les masses populaires en agitation, crie, en réponse aux protestations, aux réclamations et aux malédictions, d'une voix de bâteleur : « Voyez-vous cette créature sur mon dos, c'est mon ennemi maudit ; je vais vous énumérer ses crimes ; dévisagez-le attentivement ! » etc., etc... et lorsque la foule, amusée par ce voisinage, se met à railler, la bourgeoisie profite de l'instant pour porter un peu plus loin sa charge. Si cela signifie une

lutte contre la monarchie, que serait donc une lutte pour la monarchie ?

Les manifestations actives des étudiants ne sont qu'une tentative de la jeune génération de la bourgeoisie, surtout de la petite bourgeoisie, pour trouver une issue à l'équilibre instable dans lequel le pays s'est avéré après la prétendue libération de la dictature de Primo de Rivera, dont il a conservé intégralement l'héritage dans ses éléments fondamentaux. Lorsque la bourgeoisie renonce consciemment et obstinément à résoudre les problèmes qui découlent de la crise de la société bourgeoise, lorsque le prolétariat n'est pas encore prêt à assumer cette tâche, ce sont souvent les étudiants qui occupent l'avant-scène. Dans le développement de la première révolution russe, nous avons observé ce phénomène plus d'une fois ; ce phénomène a toujours eu pour nous une signification énorme et symptomatique. Cette activité révolutionnaire ou semi-révolutionnaire signifie que la société bourgeoise traverse une crise profonde. La jeunesse petite-bourgeoise, sentant qu'une force explosive s'accumule dans les masses tend à trouver à sa manière l'issue de cette impasse et à pousser plus avant le développement politique.

La bourgeoisie considère le mouvement étudiant, moitié avec approbation, moitié avec prévention ; si la jeune garde donne quelques bourrades à la bureaucratie monarchique, ce n'est pas si mal ; pourvu que les « enfants » n'aillent pas trop loin et qu'ils n'entraînent pas les masses laborieuses.

En épaulant le mouvement étudiant, les ouvriers espagnols ont fait montre d'un sûr instinct révolutionnaire. Bien entendu, ils doivent le faire sous leur propre drapeau et sous la direction de leur propre organisation prolétarienne. C'est le communisme espagnol qui doit l'assurer et pour cela une juste politique est indispensable. C'est pourquoi l'apparition de votre journal, comme je le disais ci-dessus, coïncide avec un moment extraordinairement important et critique dans le développement de toute la crise, plus précisément encore avec un moment où la crise révolutionnaire est en train de se transformer en une révolution.

Le mouvement gréviste des ouvriers, la lutte contre la rationalisation et le chômage, prennent une importance toute différente, incomparablement plus profonde au milieu d'un mécontentement extrême des masses petites-bourgeoises et d'une crise aiguë de tout le système. Cette lutte ouvrière doit être étroitement nouée avec toutes les questions qui découlent de la crise nationale. Ce fait que les ouvriers ont manifesté avec les étudiants est le premier pas, bien entendu encore insuffisant et mal assuré, sur le chemin de la lutte de l'avant-garde prolétarienne, pour l'hégémonie révolutionnaire.

Les mots d'ordre démocratiques

Ce chemin suppose de la part des communistes, une lutte résolue, audacieuse et énergique, pour le mot d'ordre de démocratie. Ne pas le comprendre, ce serait la plus grande faute de sectarisme. Dans l'étape actuelle de la révolution, dans le domaine des mots d'ordre politiques alternatifs, le prolétariat se distingue de tous les autres groupements « gauchistes » de la petite bourgeoisie, non par ce fait qu'il renie la démocratie, comme les anarchistes et les syndicalistes, mais par ce fait qu'il lutte résolument et ouvertement pour ce mot d'ordre, tout en dénonçant impitoyablement les hésitations de la petite bourgeoisie.

En mettant en avant le mot d'ordre de démocratie, le prolétariat ne veut point dire par là que l'Espagne va vers la révolution bourgeoise. Poser ainsi la question, seuls le peuvent de froids pédants bourrés de formules toutes faites : l'Espagne a laissé loin derrière elle le stade d'une révolution bourgeoise.

Si la crise révolutionnaire se transforme en révolution, elle dépassera fatalement les limites bourgeoises et dans le cas de victoire, elle devra remettre le pouvoir au prolétariat ; mais le prolétariat peut amener la révolution à cette époque, c'est-à-dire qu'il peut rassembler autour de lui les plus larges masses des travailleurs et des opprimés et devenir leur guide, à condition seulement qu'il développe actuellement, avec ses revendications de classe et en liaison étroite avec elles, toutes les revendications de la démocratie, intégralement et jusqu'au bout.

Cela aura tout d'abord une importance décisive en ce qui concerne la paysannerie. Celle-ci ne peut pas accorder au prolétariat sa confiance *a priori* en acceptant comme gage verbal le mot d'ordre de dictature du prolétariat. La paysannerie étant une classe nombreuse et opprimée, voit inévitablement à une certaine étape, dans le mot d'ordre de démocratie, la possibilité de donner la prépondérance aux opprimés sur les oppresseurs. La paysannerie liera inévitablement le mot d'ordre de la démocratie politique avec la répartition radicale des terres. Le prolétariat assume ouvertement le soutien de ces deux revendications. Au moment opportun, les communistes expliqueront à l'avant-garde prolétarienne par quelle voie ces revendications peuvent être réalisées, en jetant de cette façon la semence du système soviétique futur.

Même dans les questions nationales le prolétariat mène jusqu'au bout le mot d'ordre de démocratie, déclarant qu'il est prêt à appuyer, par une voie révolutionnaire, le droit des différents groupements nationaux, à la libre disposition d'eux-mêmes, même jusqu'à leur séparation.

La question nationale

Néanmoins, l'avant-garde prolétarienne fait-elle *sien* le mot d'ordre de la séparation de la Catalogne ? Si cela était l'expression de la majorité de la population, alors oui. Cependant, comment cette volonté peut-elle s'exprimer ? Bien entendu, ou par la voie d'un libre plébiscite, ou par une assemblée de représentants de la Catalogne, ou par les partis influents que suivent les masses catalanes, ou enfin par une révolte nationale catalane. Cela nous démontre de nouveau, remarquons-le en passant, quel pédantisme réactionnaire ce serait de la part du prolétariat, que de renoncer au mot d'ordre de démocratie. Cependant, jusqu'au moment où la volonté de la minorité nationale ne se sera pas exprimée, le prolétariat ne fera pas *sien* le mot d'ordre de séparation, mais il garantit d'avance, ouvertement, son appui intégral et sincère à ce mot d'ordre, dans la mesure où il exprime la volonté de la Catalogne.

Inutile de dire que les ouvriers catalans n'ont pas dans cette question le dernier mot à dire. S'ils aboutissaient à cette conclusion, qu'il serait inopportun d'égrener leurs forces, dans les conditions de la crise actuelle qui ouvre devant le prolétariat espagnol les voies les plus larges et les plus audacieuses, les ouvriers catalans devraient mener la propagande pour le maintien de la Catalogne, sur telle ou telle base, dans le sein de l'Espagne, et quant à moi, je pense que le sens politique suggère une telle solution. Une telle solution serait momentanément acceptable même pour les séparatistes les plus fervents, puisqu'il est tout à fait clair que, dans le cas de victoire de la révolution, il serait immensément plus facile qu'aujourd'hui, d'atteindre à la libre disposition d'elle-même de la Catalogne, ainsi qu'à celle d'autres régions.

En appuyant tout mouvement vraiment démocratique et révolutionnaire des masses populaires, l'avant-garde communiste mène une lutte sans com-

promis contre la soi-disant bourgeoisie républicaine, en démasquant sa perfidie, sa trahison et son réactionnarisme, et en résistant à sa tentative de soumettre à son influence les classes laborieuses.

Les communistes ne lient jamais, et sous aucune condition, la liberté de leur politique. Il ne faut pas oublier que pendant une révolution, les tentations de ce genre sont très grandes, l'histoire tragique de la révolution chinoise en est un témoin irréfutable. Tout en sauvegardant la pleine indépendance de leur organisation et de leur propagande, les communistes appliquent cependant de la plus large manière la politique de front unique à qui la révolution ouvre un large champ.

Le rôle de l'opposition de gauche

L'Opposition de gauche commence l'application de la politique de front unique avec le parti communiste officiel. Il ne faut pas permettre aux bureaucrates du communisme, de créer cette impression que l'opposition de gauche se trouve en rapports hostiles avec les ouvriers qui suivent le drapeau du parti communiste officiel. Inversement l'Opposition est prête à prendre part à chaque action révolutionnaire du prolétariat et à lutter côte à côte avec lui.

Si les bureaucrates renoncent à mener l'action de concert avec l'Opposition, la responsabilité doit en retomber sur eux-mêmes, aux yeux de la classe ouvrière.

La suite du développement de la crise espagnole signifie le réveil révolutionnaire de millions de masses laborieuses. Rien ne permet de penser qu'elles s'enrôleront *tout d'un coup* sous le drapeau du communisme. Par contre, il est très probable qu'elles renforceront d'abord le parti du radicalisme petit-bourgeois, c'est-à-dire, en premier lieu le parti socialiste, sur tout son aile gauche, dans l'esprit, par exemple, des Indépendants allemands pendant la révolution de 1918-1919.

C'est en cela que la radicalisation effective et large des masses trouvera son expression et nullement dans la croissance du « social-fascisme ». Le fascisme ne pourrait de nouveau triompher — pour cette fois sous une forme plus « sociale » que « militaire », c'est-à-dire notamment comme le social-fascisme à la manière de Mussolini — qu'en conséquence de la défaite de la révolution et de la déception des masses trompées qui ont cru en elle. Mais devant le développement régulier des événements d'aujourd'hui, une défaite ne pourrait avoir lieu qu'en conséquence d'erreurs extraordinaires de la direction communiste...

Il faut discréditer politiquement la social-démocratie aux yeux des masses, mais ce n'est pas au moyen d'injures que l'on pourra y arriver. La masse n'a foi que dans sa propre expérience collective. Il faut donner la possibilité aux masses, pendant la période préparatoire de la révolution, de comparer dans les faits la politique du communisme avec celle de la social-démocratie.

Je sens fortement à quel point les considérations ci-dessus sont peu concrètes. Il est très probable, et même vraisemblable, que j'ai omis une série de circonstances d'une importance extrême. Vous le verrez vous-mêmes. Armés de la théorie de Marx et de la méthode révolutionnaire de Lénine, vous trouverez vous-mêmes votre chemin. Vous saurez saisir les pensées et les sentiments de la classe ouvrière et leur donner une claire expression politique. Le but de ces lignes est seulement de rappeler dans leurs traits généraux les principes de stratégie révolutionnaire vérifiés par l'expérience de trois révolutions russes.

L. D. TROTSKY.

Après Yen-Bay: que faire ?

Socialisme ou Nationalisme

Nous donnons ci-dessous un article qui clôture la série que nous avons publiée sous le titre général : Après Yen-Bay - Que faire ?

Aujourd'hui, la tâche principale du communisme indochinois, c'est de s'organiser selon les lignes directrices indiquées par cette série d'articles. Pour y aider, nous les publierons bientôt en une brochure facilement accessible.

Nous avons, dans l'article précédent (1) souligné deux caractéristiques de l'idéologie nationaliste, qui sont l'individualisme et le subjectivisme en matière sociale. Nous avons montré comment ces deux conceptions ont conduit la bourgeoisie et ses héritiers idéologiques des classes ouvrières et paysannes à des actions stupides, superficielles (terrorisme, primitivisme).

Disons encore quelques mots sur les caractères généraux et universels du terrorisme et du primitivisme révolutionnaire.

L'idéologie bourgeoise développée par le sentiment de la propriété privée, « basée » sur une économie anarchique, inorganisée, est tellement imprégnée d'individualisme que même lorsque ses adeptes, conscients ou non, se mettent à parler de « société », ou de « social », ils ne conçoivent pas la société autrement que comme une addition des « réalités individuelles », une sorte de mélange et non de « combinaison chimique ». D'autre part, ne comprenant pas, même s'ils le disent, que la société moderne est un mécanisme compliqué qui fonctionne et qui avance comme la résultante des forces sociales en conflit, résultante modifiable en intensité et en direction par un travail continu et complexe s'effectuant à l'intérieur de ce mécanisme même, concevant la société comme une pâte sans vie cellulaire que certains aventuriers ou « héros » peuvent pétrir comme ils l'entendent, les bourgeois sont fatalement amenés dans ce mouvement « révolutionnaire » à l'action individualiste, terroriste. Les meilleures organisations terroristes ne sont que la juxtaposition matérielle ou sentimentale d'éléments mécontents, quelquefois passagèrement. Il est entendu que ces actions terroristes, si elles sont arrivées à abattre quelques représentants typiques des classes dominantes, ne sont jamais arrivées à renverser un régime social quelconque, à plus forte raison le régime capitaliste aux tentacules multiples.

Par contre, il suffit au gouvernement de procéder à la destruction matérielle des organisations terroristes, dont les éléments composants ne sont unis que par des sentiments vagues ou des idées fragmentaires pour que, dans un temps plus ou moins court, il ne reste plus rien de leur travail tapageur. Il ne suffit de reproduire ici un passage relatif à la répression aux Indes néerlandaises pour faire réfléchir nos nationalistes terroristes sur leur action : « ...Il est dès à présent prouvé que Bandoeng était le foyer le plus important de la propagande destructrice qui, après l'action du gouvernement, est cependant complètement détruite. » Bien entendu, le gouvernement hollandais en Indonésie, comme le gouvernement français en Indochine, comme Tardieu en France, croit par la répression détruire complètement « la propagande destructrice ». Il n'en demeure pas moins que les organisations terroristes, auxquelles il manque un ciment idéologique complet ne résistent pas au premier assaut de la répression.

Quant au subjectivisme nationaliste dans la question coloniale, le récent manifeste du Kuomintang annamite (groupe Cuong De) en constitue une illustration simplement monumentale.

Nous en ferons ailleurs la critique complète. Bornons-nous à dire en quoi

consiste ce que nous appelons le subjectivisme nationaliste.

Cuong De et ses partisans idéologiques, extrêmement nombreux, partent d'abord d'une abstraction, d'un préjugé : le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes. Mais le droit moral dont parle Cuong De le conduit à considérer comme une honte, ce fait que les Annamites « perdent leur pays ». Allant droit son chemin, comme tous les ignorants et les simplistes, Cuong De se livre à des méditations sautrenues sur la morale individuelle et sociale des Japonais et des Annamites.

Ce subjectivisme nationaliste, qui débute par une abstraction, le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes, s'efforce par la suite à être réaliste. Il se croit objectif en constatant les faits isolés ; il n'est que pitoyablement empirique. Ainsi, loin de voir l'ensemble du système de domination impérialiste avec ses bases matérielles et idéologiques, il ne voit que les détails, par exemple l'appareil administratif et l'armée. Il ne voit pas les liens profonds qui unissent l'administration et l'armée à la vie du pays, à l'économie indochinoise. Il considère les Français et les Annamites vivant en Indochine comme deux pièces mises l'une à côté de l'autre par le hasard de la colonisation. Il parle du départ volontaire ou « matériel » du Français. La chose, en réalité, est plus complexe. La bourgeoisie française, par sa supériorité militaire et économique, assure, du point de vue bourgeois, la paix et l'économie du pays. Par ce seul fait, elle est liée au pays autrement qu'au moyen d'une administration et d'une armée.

Quand on entend Cuong De prêcher le courage et autres balivernes beaucoup mieux exposées dans les livres de morale, que dans son manifeste, quand on songe aux nationalistes déplorant le manque de patience et de solidarité chez les Annamites, parce que ceux-ci, qui vivent, mais qui ne rêvent pas, ne peuvent les suivre dans leurs « chimères » terroristes ou primitivistes, on se contenterait de hausser les épaules si tous ces « romantiques » s'arrêtaient de propager leurs idées simplistes qui retiennent encore les masses dans leur marche vers une conception rationnelle de la lutte et une organisation révolutionnaire supérieure.

Pour résumer, l'impérialisme français en Indochine, conscient dès le début de sa position artificielle, a mis une patience et une intelligence peu ordinaires à « naturaliser » sa vie. Il travaille toujours à se faire admettre comme un élément social du tout économique indochinois et non comme une pièce, supplémentaire ou détachée de ce tout. La paix qu'il assure gagne à sa cause la bourgeoisie agricole. Son expérience économique le fait respecter de la bourgeoisie industrielle et commerciale. Ses écoles, ses journaux, sa propagande, ses actions ont créé pour lui une armée de collaborateurs (notables, fonctionnaires) actuellement encore sincères. En un mot, il s'opère un travail intérieur cellulaire qui tend à homogénéiser le bloc bourgeois composé de Français, d'Annamites et de Chinois.

Il y a évidemment encore des frictions de race ; c'est ce qui caractérise, d'ailleurs, le mouvement révolutionnaire social dans les colonies. Le terrorisme et le primitivisme révolutionnaires, dans les colonies, puisent dans cette réalité apparente leur force et leur vie. Certes, dans les colonies, les rapports entre la bourgeoisie, qui est étrangère ou amalgamée, et les masses, ne sont pas les mêmes que ceux qui lient, en France, par exemple, bourgeoisie et prolétariat.

Mais un révolutionnaire sérieux doit considérer déjà l'Indochine comme un tout social, avec deux antagonismes qui tendent à devenir de plus en plus homogènes : bourgeoisie d'une part et d'autre part prolétariat et masses non possédantes.

Et alors, le renversement de l'impérialisme, l'indépendance de l'Indochine n'est plus le fait superficiel du

Le mouvement gagne la Cochinchine

Dans le Tonkin et le Nord de l'Annam, dans la région où avaient éclaté les révoltes de Yen-Bay, de Ben-Thuy et de Cat Ngon, l'effervescence continue. Le 1er juin, 2.000 manifestants demandèrent la libération des emprisonnés. Mais la caractéristique des récents événements, c'est l'extension du mouvement révolutionnaire parmi les paysans de la Cochinchine. Dans ces régions de population moins dense, et qui ne possèdent pas les grandes agglomérations industrielles du Tonkin, les démonstrations révolutionnaires ont été, après les incidents de Cho-Moi, journalières. Le 2 juin, à Vinh-Long, une colonne de 700 manifestants se heurte à la milice, refuse de se disperser et n'est désagrégée que par la violence. Une centaine d'arrestations est opérée et les tribunaux, jugeant en flagrant délit, condamnent les manifestants à 5 et 3 ans de prison. Le 4 juin, aux abords de Phu-Lam, près du centre considérable de Cholon, un cortège de 2.000 manifestants, porteurs d'insignes soviétiques, s'est mis en route au son du tam-tam et a attaqué un petit poste de police. Les renforts de milice ont ouvert le feu tuant un manifestant et en blessant cinq. Le même jour, à Hoc-Mon, dans la province voisine de Gia-Dinh, un groupe de 100 personnes se dispersait sur l'admonestation du délégué, tandis qu'un autre groupe de 1.500 manifestants envahissait le jardin du délégué et après une collision avec les gardes laissait deux morts et sept blessés. Une centaine d'arrestations étaient opérées. Le même jour, à Duc-Hoa, à 30 kilomètres de Cholon, des groupes se portaient sur la délégation; la milice ouvrait le feu, tuant deux manifestants et en blessant six. Le 5 juin, rassemblements et manifestations dans la région de Cholon, à Dan-Thanh et à Ben-Luc.

Les inondations qui ont ruiné les récoltes, les impôts directs extrêmement lourds qui pèsent sur les paysans sont des facteurs qui ont joué leur rôle dans

départ des Français. Ce ne peut être qu'un changement social profond réalisé par une masse homogène non possédante et le prolétariat en tête.

Conclusion

Nous avons vu dans les numéros 30 et 31 de la *Vérité* que l'internationalisation de la bourgeoisie et l'impuissance congénitale de la bourgeoisie indochinoise remettent la mission de conquérir l'indépendance de l'Indochine aux masses non possédantes conduites par le prolétariat.

Nous voyons aujourd'hui encore qu'au point de vue idéologie et méthode, la bourgeoisie, avec son terrorisme et son primitivisme, n'arriverait pas davantage, même si elle le voulait, à résoudre la question de l'indépendance. Car seule l'action organisée d'une masse homogène, socialement adverse de l'impérialisme, est capable de renverser ce dernier.

C'est-à-dire que de quelque façon qu'on aborde la question coloniale, qu'on procède par induction ou par déduction, il faut confondre la question de l'indépendance avec celle de la Révolution prolétarienne socialiste. Certains intellectuels objectent : « Nous voulons l'indépendance, et nous n'avons que faire du socialisme, du marxisme et des autres « ismes » occidentaux. » Nous répondrons : « Vouloir l'indépendance sans envisager le moyen de la conquérir, c'est ne rien vouloir. Or, ces « ismes » que vous semblez prendre en aversion, ce sont des moyens de conquérir votre indépendance. » Qu'on ne vienne plus nous dire que bourgeois nationalistes et nous, nous poursuivons le même but. Car le but « indépendance » exige comme moyen la méthode révolutionnaire marxiste. Le dilemme « Indépendance ou Esclavage » se pose maintenant sous une autre forme plus concrète : « Socialisme ou Nationalisme ».

Un communiste indochinois.

l'agitation actuelle. Le gouverneur, dans une proclamation, a du discuter la lourdeur des impôts locaux et commerciaux. Mais la généralisation et la persistance du mouvement, les banderoles, les tracts, les cris des manifestants caractérisent déjà un mouvement de masse beaucoup plus avancé dans sa conscience. Les manifestations semblent répéter le même modèle : les participants se rassemblent par milliers et marchent en cortège désarmé sur l'habitation du résident, ne se dispersant que sous le feu de la milice. L'ampleur et la répétition de ces démonstrations au Tonkin et en Cochinchine, soulignent la conscience révolutionnaire qu'elles expriment. Mais c'est précisément la tâche immédiate et indispensable des communistes de faire franchir à ces masses dans l'organisation et dans l'action un pas décisif. C'est à l'échelle générale de la lutte des masses de la colonie contre l'impérialisme que les communistes doivent adapter ces premiers soulèvements des paysans ruinés et des prolétaires des plantations de Cochinchine.

La tâche du prolétariat

La force capitale de la révolution coloniale, l'adversaire principal de la domination impérialiste, l'enquêteur d'Ex-celsior les reconnaissait sur place quand il dénonçait la formation d'un prolétariat citadin. Ce jeune prolétariat indochinois, il doit maintenant renforcer sa liaison avec les éléments combattifs du prolétariat agricole surexploité de Cochinchine. Les problèmes qui se posent devant les jeunes formations révolutionnaires d'Indochine sont vastes. Le rythme des événements révolutionnaires se précipite, dans une Asie où se déroulent de grands combats, devant un impérialisme puissant et qui peut avoir intérêt à accélérer encore la cadence des faits.

Devant les classes exploitées d'Indochine, une fraction de la bourgeoisie indigène a déjà précisé sa position. Le 13 mars, les délégués élus des Chambres des représentants du peuple, du Grand Conseil des intérêts économiques, des Chambres de commerce et l'agriculture demandaient au délégué au Conseil Supérieur des Colonies, Borel, à Hanoi, une prompt répression contre les attentats.

Sur la dynamique des classes dans le développement actuel de la situation révolutionnaire, sur l'analyse concrète des rapports de classe et la formation, l'activité du jeune parti communiste indochinois, l'*Humanité* et la presse de l'Internationale ne nous apportent rien. D'après les données que l'on dégage à travers les informations de la presse bourgeoise, il paraît que la collusion entre le parti communiste et le parti nationaliste est déjà fortement caractérisée et que les erreurs néfastes de l'Internationale stalinienne dans les révolutions de Chine et de l'Inde ne seront pas épargnées au mouvement révolutionnaire indochinois, alors qu'il est évident, comme l'affirme l'opposition internationale de gauche, que seul un parti communiste, organisant l'avant-garde du prolétariat sur son terrain de classe et n'aliénant jamais la direction du mouvement des masses peut engager la lutte contre l'impérialisme dans une voie décisive.

La bourgeoisie française a déjà pris une avance sérieuse sur le prolétariat du pays. La classe ouvrière n'a pas encore pris conscience du caractère capital que revêt le soulèvement indochinois dans sa lutte contre le capital exploiteur. L'Opposition appelle inlassablement les ouvriers révolutionnaires à intensifier leur lutte contre les crimes de l'impérialisme colonial, aux côtés des exploités coloniaux révoltés. Elle les appelle inlassablement à exiger du parti qu'il amplifie son agitation par sa presse, par des meetings, qu'il donne aux travailleurs une analyse concrète et une information précise des événements révolutionnaires d'Indochine. Elle les appelle à prendre activement la défense de nos vingt camarades indochinois misérablement déportés par le gouvernement.

Avant le 16^e Congrès du Parti Bolchévique

Dans quelques jours aura lieu le 16^e Congrès du P. C. de l'U.R.S.S.

Ce congrès attire l'attention de centaines de milliers d'ouvriers révolutionnaires du monde entier. Cela n'est pas étonnant. C'est le congrès d'un parti prolétarien révolutionnaire qui, pour la première fois dans l'histoire mondiale a démontré que le prolétariat n'est pas seulement capable de battre la bourgeoisie par une lutte armée, mais de construire l'économie sur de nouvelles bases sans et contre la bourgeoisie.

Dans ces conditions nous posons la question essentielle : La voix du parti sera-t-elle vraiment entendue ? Le C.C. n'étouffera-t-il pas dans son germe toute discussion encore avant le congrès ? Car déjà aujourd'hui des milliers d'ouvriers sincères qui, usant de leur bon droit, critiquent la direction centrale du parti, sont accusés d'être des contre-révolutionnaires et jetés hors du parti. Demain, sans doute, ils rejoindront par centaines les vieux oppositionnels exilés en Sibérie seulement parce qu'ils ne voulaient pas croire à l'infaillibilité du comité central. Est-ce que le congrès du parti ne perdra pas son sens, s'il ne peut même pas contrôler le C.C. qui est la plus haute instance du parti dans l'intervalle de 2 congrès ? Est-ce que le parti n'est convoqué que pour confirmer la « ligne générale » ?

Du 15^e au 16^e Congrès

Deux ans et demi se sont écoulés depuis le dernier congrès du parti. Dans les années les plus pénibles de la dictature du prolétariat, lorsque les ouvriers russes devaient défendre l'Union soviétique sur 26 fronts contre les capitalistes du monde entier, pendant que la famine sévissait dans le pays, bref, quand la lutte des classes atteignit son point culminant, le parti sous la direction du C.C. léniniste convoquait chaque année, le Congrès du Parti.

Etudions de près la situation dans l'intervalle entre ces 2 congrès : Notre opposition communiste de gauche dont l'exclusion fut sanctionnée par le 15^e congrès, dont la plupart des membres furent exilés en Sibérie et en d'autres endroits de bannissement où ils sont enfermés par centaines et par milliers dans les isolateurs, et exposés aux atrocités les plus abominables de la part des fonctionnaires de l'appareil bureaucratique vit et se développe en U.R.S.S. malgré toutes les difficultés et malgré que l'appareil crie à tue-tête qu'elle est « liquidée et entermée ». Dans les deux derniers mois des milliers d'ouvriers furent arrêtés dans les centres industriels de l'U.R.S.S. : à Moscou 450 ouvriers furent arrêtés pour leur activité oppositionnelle ; à Kharkov on découvre tous les jours des « déviations », dans les cellules de la commission centrale de contrôle du P. C. de l'Ukraine, de l'université d'Artême, des typographies de Frounzé, des fabriques de lits, etc...

En même temps se développe et se renforce notre opposition de gauche dans le monde entier sous la direction de l'esprit le plus lucide de l'Internationale, le camarade Trotsky, qui, malgré l'exil criminel de l'U.R.S.S. et malgré toutes les diffamations et calomnies staliniennes, gagne de plus en plus les sympathies des ouvriers révolutionnaires. Pourquoi ? Parce que nos idées vivent. Parce que notre ligne politique a bien passé toutes les épreuves.

La Pravda hurle : déviations « gauchistes », sectarisme « ultra-gauche », déviations « droitières », conciliateurs, oppositionnels cachés, et qui sait quoi encore... Qu'on réfléchisse : La Pravda constate que Rykov — pour l'instant président du gouvernement soviétique — « avait spéculé sur les difficultés de l'union soviétique », que Boukharine, dirigeant du Komintern, était « l'exécuteur des influences libérales-bourgeoises » et que le président des syndicats de l'U.R.S.S., organisation qui embrasse toute la classe prolétarienne, complétait clandestinement avec les 2 premiers. Quelle bagatelle ! Ces questions ne furent donc pas discutées par le parti ? L'appareil stalinienn applique

Pendant que Staline prépare le Congrès

De source sûre, nous tenons l'information suivante :

« Dans l'isolateur du Haut-Oural, qui est, ainsi que l'on sait, rempli principalement par nos camarades oppositionnels (ils sont près de 160), se sont produites de nouvelles répressions brutales contre nos camarades; ces répressions se

aujourd'hui les vieilles méthodes : il ne laisse pas discuter, il ne supporte aucune critique. Nous avons toujours souligné et nous le disons encore aujourd'hui : Les droitières ne peuvent être combattus que par :

1^o La réintégration de l'opposition de gauche dans le parti et par l'acceptation de ses propositions ;

2^o Par une discussion ouverte avec les droitières, car l'oppression mécanique des droitières n'aboutit à rien ;

3^o Par une large discussion générale de toutes les questions concernant la construction économique de l'Union Soviétique.

La dernière campagne de la collectivisation en dit assez. Tout d'abord on divaguait sur la « collectivisation généralisée », sur « la liquidation des koulaks comme classe dans le délai de 5 ans (plan quinquennal) » etc... L'appareil centrisme encourageait et vantait les méthodes de collectivisation par contrainte, et mobilisait les membres du parti des villes et des campagnes pour forcer les paysans à entrer dans l'exploitation collective le plus possible, sans prendre en considération les ressources matérielles du pays.

On oubliait la plus simple vertu du marxisme et léninisme, et notamment que l'exploitation collective ne peut être plus productive que l'exploitation individuelle qu'à condition que le niveau technique — tracteurs, meilleures méthodes de travail, machines agricoles, etc. — soit plus élevé. La contrainte n'aboutira à rien. Lorsque nous signalions ce danger, on nous traitait de « droitières » et d'« adversaires de la collectivisation ». Même là-dessus le stalinisme n'a rien appris. Aussi bien qu'il y a quelques années, lorsque nous avions lutté pour le rythme renforcé de l'industrialisation et de la collectivisation contre la conception de Staline-Boukharine de la « pénétration paisible des koulaks dans le socialisme » sous la devise de « paysans, enrichissez-vous », on nous accusait d'être des « hyperindustrialisateurs », de même aujourd'hui on nous accuse d'être des « droitières », lorsque l'opposition de gauche avec le camarade Trotsky alarmait le parti contre cette nouvelle aventure qui résulte des rythmes exagérés de la collectivisation et de l'industrialisation.

Il est intéressant de rappeler ce qu'écrivit, au sujet de la collectivisation, il y a deux ans, le commissaire à l'Agriculture en U.R.S.S. Yakovlev :

« Les Kolkhoz et les Communes constituent actuellement et ne constitueront sans doute encore pour longtemps que des petites îles dispersées dans l'océan des exploitations paysannes, en tant que les conditions préalables de leur vitalité dépendent en premier lieu de l'accroissement énorme du niveau culturel » (« Sur la Question de la Réorganisation Socialiste de l'Agriculture », page 37).

A un autre endroit il dit : « C'est le seul chemin du développement coopératif qui garantit vraiment, — bien entendu pas dans 1, 2, 3 ans, peut-être même pas dans une dizaine d'années — la réorganisation socialiste de l'agriculture » (même livre, page 12).

Aujourd'hui c'est le même Yakovlev qui bavarde sur la « collectivisation généralisée » et la « liquidation des koulaks comme classe dans le délai du plan quinquennal ». Il suffit de comparer le Yakovlev de 1928 avec celui de 1930 pour se persuader que les mêmes « dirigeants » se contredisent. Au-

sont produites les 5 et 23 février; de plus le 23 février, après avoir férocement battu nos camarades, on les a inondé d'eau — ceci en plein dans les froids du mois de février !

Les protestations contre les conditions terribles de l'emprisonnement servirent de motif à cette sanglante répression.

aujourd'hui le même Yakovlev prépare de nouvelles thèses pour le 16^e congrès suivant la nouvelle « ligne ». Il est très intéressant de rappeler ce qu'écrivit à ce sujet le camarade Trotsky déjà le 6 avril 1919, encore dans la période de la guerre civile : « ... Est-ce que cette transition, la plus grande dans l'histoire mondiale, pourra se réaliser contre la volonté du paysan ? Aucunes. Il faut procéder, non pas par des mesures de contraintes et de violence, mais par des mesures pédagogiques, par l'influence, par le soutien, par le bon exemple... — voici les méthodes par lesquelles la classe ouvrière organisée et instruite parle avec les paysans moyens. » (L. Trotsky, t. 17, p. 119-120). C'était en 1919 ! En 1927 l'opposition de gauche écrivit dans sa plate-forme (signée aussi par Radek, Smilga, Préobrajensky, Zinoviev, Kamenev et Platakov) : « Une large base pour la coopération de la production socialiste (la collectivisation) ne peut être créée que par le procès de l'industrialisation croissante de l'agriculture. Un travail fertile et profond pour la vraie collectivisation de l'agriculture n'est pas possible sans une révolution technique dans la méthode même de la production, c'est-à-dire sans les machines agricoles, sans le passage au système des cultures alternées, sans les engrais chimiques, etc. » [Plate-forme des Bolchéviks-Léninistes (Opposition) au 15^e Congrès du Parti communiste de l'U.R.S.S. (b) — 1927].

Qu'on compare ces documents avec notre position d'aujourd'hui : Chaque ouvrier révolutionnaire devra avouer que nous avons raison. Aucune falsification ne pourra dénaturer la vérité.

Les perspectives du 16^e Congrès

Le 16^e congrès se passera certainement sous le knout de l'appareil. La justesse de ce pronostic se confirme par la discussion actuelle. Comme nous l'avons déjà dit plus haut, des centaines de camarades ont été exclus du parti déjà avant le congrès. La Pravda du 3 juin 1930 nous apprend comment celle discussion doit se dérouler : Plusieurs trotskystes cachés intervinrent dans la discussion de la cellule des cours supérieurs de l'Académie commerciale de Moscou. Andréeva (le mot « camarade » est omis consciemment) développe, entre autres, la pensée suivante : « La question surgit spontanément : A qui la faute ? (Concernant les déviations). Est-ce que ce ne sont que les ouvriers locaux de la base ? Ou était le comité régional ? Le comité de district, le C.C. du P.C. de l'U.R.S.S. (b), la Pravda ? Aujourd'hui tout le monde commence à se repentir. Le C.C. se tient à l'écart, tous sont coupables sauf le C.C. » et plus loin : « Nous n'avons aucune garantie que le C.C. ne commette, dans le futur, des erreurs qu'il ne reconnaitra pas. Je pose la question de savoir si l'on peut critiquer le C.C. C'est possible et c'est indispensable, pour qu'on évite des erreurs futures. Le C.C. se trompait même au temps de Lénine, seulement Lénine et le C.C. avouaient leurs erreurs, mais le C.C. d'aujourd'hui ne les avoue pas. On ne doit pas dissimuler les erreurs. »

Un autre camarade Svirchenko dit ce qui suit : « Le C.C. ne pouvait pas ne pas voir les fautes commises dans les différentes régions. C'est lui qui en porte la responsabilité. Je n'ai rien remarqué dans le discours de la camarade Andréeva qui ne soit pas juste. » Plus

tard la camarade Andréeva propose la contre-résolution suivante : « Etant donné que le C.C. ne pouvait pas ne pas savoir, comment la collectivisation s'effectuait en U.R.S.S., d'autant plus que les fonctionnaires dirigeants sont des membres du C.C. et quelques-uns comme, par exemple, Baumann, dirigeant de l'organisation de Moscou, étaient secrétaires du C. C., le C. C. ne peut pas nier sa responsabilité pour les fautes commises. »

Le même numéro de la Pravda rapporte avec fierté que la majorité de la cellule constata dans sa résolution le « caractère anticomuniste et provocateur » du discours de la camarade Andréeva et que par conséquent il dépendrait de sa conduite ultérieure, de rester dans le parti et de continuer ses études. Un autre camarade Peters fut exclu du bureau de la cellule pour sa « position conciliatrice envers la camarade Andréeva. » Voilà de quelle façon se font l'auto-critique, les discussions et la démocratie au sein du parti avant un congrès qui n'a pas été convoqué depuis 2 ans et demi.

La Pravda écrit : « La lutte doit être menée sur 2 fronts », « le danger principal est à droite ». Nous soulignons encore une fois : Nous n'avons aucune confiance dans la direction, car les « dirigeants », sans avouer leurs erreurs, eurent, il y a très peu de temps, une toute autre opinion des droitières. Citons quelques faits : En 1926 Trotsky écrivit que « dans les rangs de notre propre parti il s'est formé, sous la protection de Boukharine, une école théorique qui reflète visiblement la pression des éléments petits-bourgeois ». Sur quoi le fameux Yaroslavski répondit : « Nous pensons que Boukharine n'a pas une école spéciale : l'école de Boukharine c'est l'école léniniste. » Et Staline même dit : « Il est temps d'abandonner les commérages propagés par les opportunistes de toute sorte sur l'existence de déviation droitière et sur la position conciliatrice envers elle de la part du B.P. de notre C.C. » (Discours prononcé devant le plénum du Comité de Moscou, le 19-10-28, p. 17).

Tout cela se passait dans un temps où le parti fut livré de plus en plus aux éléments droitières. En même temps des saboteurs qui étaient étroitement liés avec la contre-révolution à l'étranger fourraient le nez partout. Il suffit de signaler les affaires de Smolensk, Astrakhan, Léninegrad et Chakhly, et de rappeler que de nombreux directeurs et fonctionnaires responsables dans l'Industrie, les Transports, l'Agriculture et les représentations étrangères fondèrent ouvertement des filiales de la contre-révolution étrangère. Tout cela n'était que le fruit du régime de la direction centrisme droitière, et de son appareil arbitraire qui avait supprimé complètement toute démocratie au sein du parti, ainsi que toute critique sérieuse de la part de la base qui n'a que le droit d'obéir aveuglément à l'appareil.

Lorsque plus tard sous la pression des masses et de la critique impitoyable de notre opposition de gauche commença sur certaines positions le nouveau cours à gauche, Oustrialov, Thome le plus clairvoyant de la bourgeoisie russe, ne se plaignait pas à tort en disant que : « la pression de gauche a porté ses fruits ».

Toutes les résolutions « unanimes » et « votées par applaudissements » ne nous tromperont pas sur la crise grave que traverse le parti. C'est pourquoi nous allons continuer notre ancienne politique : La lutte pour notre réintégration dans le parti. Nous sommes prêts à nous soumettre à toutes les décisions du congrès du parti, pourvu qu'on nous laisse mener librement notre critique révolutionnaire et fertile. Malgré toutes les falsifications et calomnies, notre opposition de gauche reste entièrement fidèle au drapeau de la révolution et combattra dans les premiers rangs pour la défense de l'U.R.S.S. Nous nous sentons étroitement liés à la base prolétarienne du parti ; c'est avec elle que nous lutterons pour que le parti lui-même reprenne de nouveau le gouvernement de la révolution.

A. SENINE.

La crise du centrisme dans le Parti

LES BUREAUCRATES STALINIENS DU NORD FONT EXCLURE CORNETTE

Après cinq mois de campagne dans la presse communiste régionale, après de multiples réunions et meetings où Cornette fut traité de social-démocrate, contre-révolutionnaire, agent de la bourgeoisie, etc... les bureaucrates qui dirigent le parti ont obtenu un bien piètre victoire au sous-rayon d'Halluin. Cornette a été exclu pour crime de lèse-stalinisme par une bonne soixantaine de voix (on ne les a même pas comptées) contre 25 sur 180 présents à la réunion. C'est dire que la moitié des camarades présents n'ont pas voulu prendre part au vote, les uns indécis, les autres n'osant pas voter contre l'exclusion craignant d'être journellement attaqués par les cent pour cent.

Ramette et Cie pourront écrire que Cornette a été écrasé, ils ne tromperont personne et surtout pas les communistes d'Halluin.

Il a fallu deux séances pour obtenir l'exclusion. A la première, le mardi 27 mai vers minuit, Ramette, secrétaire régional demanda la parole pour déclarer : « Il se fait tard et nous avons encore beaucoup de choses à répondre à Cornette. Nous proposons donc d'arrêter pour aujourd'hui et de reprendre la suite le mardi 3 juin. »

Les officiels avaient peur de tomber sur un bec, il fallait — avant de faire voter — entendre les discours de Cachin et Monmousseau contre Cornette. Il fallait aussi préparer quelques interventions de la base et faire voter quelques résolutions par telle ou telle cellule. Il en fut ainsi fait.

Une histoire qui finit mal

Il fallait faire croire que la demande d'exclusion venait de la base. C'est ainsi que nous avons eu la fameuse lettre de la cellule Loridan. Comme à l'assemblée du sous-rayon des camarades mettaient en doute que cette lettre vint de la cellule Loridan, Bostan, secrétaire du sous-rayon, dans un beau mouvement d'hypocrisie se leva et déclara que c'était lui qui avait rédigé la lettre à la demande unanime de la cellule de la maison Loridan. Mais le lendemain un camarade de cette cellule vint donner sa démission du parti déclarant qu'il ne voulait plus être dans un parti dirigé par des menteurs comme Bostan. Et il ajouta : « Personne de notre cellule n'a demandé l'exclusion de Cornette et personne n'a demandé à Bostan d'écrire cette lettre à la région, c'est au contraire, la région qui a envoyé la lettre à Bostan qui dans la confusion l'a fait adopter par notre cellule. »

Cette lamentable mise en scène fera étonner bien des camarades d'Halluin.

Une mobilisation inattendue

A toutes les assemblées ordinaires du sous-rayon, jamais aucun communiste de Roncq et de Comines n'était présent. Pour exclure Cornette tout le monde avait été mobilisé. De plus toute la cellule des J.C. était présente. On n'était pas plus sûr que ça de son affaire.

La Jeunesse Communiste exclut aussi

La J.C. d'Halluin qui fut il y a quelques années, un si fort et actif groupement et qui est maintenant réduite à sa plus simple expression, ne pouvait pas ne pas imiter son aîné. Aussi a-t-elle exclu un jeune camarade qui dans la J.C. défendait la position de Cornette. Pourtant ce jeune copain n'avait signé aucun manifeste oppositionnel, n'avait jamais rien écrit à la Vérité et n'était pas en relation avec les « trotskystes contre-révolutionnaires » (?) Mais cela ne fait rien. « Défense de toucher au monolithisme stalinien. »

Après l'exposé de Cornette, un camarade qui l'avait toujours combattu sur la tactique dite « Classe contre Classe » et sur beaucoup d'autres problèmes, déclara : « Je suis venu à cette assemblée décidé à voter l'exclusion de Cornette, mais après ses explications claires et sensées, je suis convaincu que Cornette est un bon révolutionnaire et ne voterai pas son exclusion. »

Cette déclaration suffit pour faire bondir Bostan qui cria : « C'est une comédie ! Tu as eu une réunion fractionnelle avec Cornette et d'autres et tu as été

chargé de faire une telle intervention. » Devant la riposte du copain qui somma Bostan d'apporter des preuves, notre secrétaire du sous-rayon se dégonfla lamentablement.

Pour avoir une idée de la dégénérescence intellectuelle et politique des cadres dirigeants du parti, cueillons quelques perles qui agrémentaient les discours de Ramette et Declercq, tous deux membres du bureau régional.

A tout seigneur tout honneur et commençons par Ramette :

Aux questions de Cornette, sur la situation en France, la politique du parti, les résultats, etc... il répondit : Amérique, Angleterre, Allemagne, chômage ; Indes, Indochine : soulèvements populaires. Donc toute la politique de l'I.C. est juste.

« L'imminence de la guerre est certaine puis que la dernière Conférence a encore échoué mais cela ne veut pas dire que la guerre éclatera d'ici six mois, un ou deux ans. » Pour Ramette comme pour beaucoup d'autres, le mot imminence a une signification bien bizarre.

« Si les impérialismes n'ont pas agressé l'U.R.S.S. au moment du conflit sur l'Est Chinois, c'est qu'ils n'avaient pas encore réussi à se mettre d'accord à la conférence de La Haye. »

« Trotsky voulait le communisme de guerre, il préconisait l'industrialisation à bloc (sic), il voulait la collectivisation des 90 millions de paysans sans tenir compte de rien. Il voyait les paysans en adversaires et non en alliés, il voulait la rupture avec eux. »

« Classe contre classe, plus que jamais. Cornette n'a pas le droit d'invoquer Lénine qui a écrit la *Maladie infantile du communisme* à une époque où les masses avaient beaucoup d'illusions dans la social-démocratie. Maintenant ce n'est plus le cas. »

Les millions d'ouvriers qui en Angleterre, en France, en Allemagne votent pour la social-démocratie, pour Ramette ça n'a aucune espèce d'importance.

Et pour terminer :

« Les élections de Bergerac et de Lorient prouvent la radicalisation et l'essor révolutionnaire puisqu'elles montrent un mouvement à gauche. »

Ne commentons pas cette balourdise.

Maintenant à Gilbert Declercq :

« Ce qui fait la force révolutionnaire de Cachin c'est qu'à travers toute sa vie il a su se plier à la discipline du parti et de l'Internationale. »

« Comment, le prétentieux Cornette ose attaquer notre politique ? Il se prend donc pour un malin et les dirigeants de l'I.C. pour des maboules (imbéciles). »

« Les trotskystes qui sont les amis de la ligue syndicaliste, attaquent le parti et la Révolution russe de la même façon que Rosenfeld du *Populaire*. »

« Sur les lettres de Lénine au Comité Central du P.C.R., un seul mot : d'abord Lénine était malade et un malade voit tout en noir, ensuite si Lénine a été fâché contre Staline, c'est parce que ce dernier n'avait pas voulu lui annoncer la mort de Martov pour lequel Lénine avait une profonde sympathie. »

Arrêtons-nous là, ce serait trop cruel d'insister.

DANS LE 4^e RAYON Assemblée générale du sous-rayon du 13^e arr.

Mercredi 4 juin a eu lieu une assemblée générale qui réunit environ 30 camarades. Ordre du jour : Auto-critique du 1^{er} mai et de la manifestation du Mur.

Le comité du sous-rayon du 13^e se trouve en désaccord avec la résolution du 4^e rayon — adoptée par 5 voix contre 4, dont nous parlerons ailleurs.

Le responsable du sous-rayon fait un rapport dans lequel il critique les mots d'ordre du 1^{er} mai. D'après lui les mots d'ordre étaient trop en avant. Il s'élève également contre le mot grève politique et revendicative des masses et stigmatise le mot d'ordre absurde « Tous à la Santé ». Il signale que les tracts pour la « manifestation » de la Santé lui étaient parvenus le lundi 28 avril et qu'il ne savait pas s'il fallait les diffuser de suite ou à la veille du 1^{er} mai.

Ensuite s'engage la discussion. La majorité des camarades intervient sur des points de détail. A signaler l'intervention

d'un camarade qui s'élève contre le régime bureaucratique et réclame la démocratie dans le parti.

Un autre camarade rapporte sur la manifestation du Mur. Il signale que les pancartes devaient être « levées par des groupes de 10 à 3 heures ». Au dernier moment la région donna contre-ordre, mais par un « hasard », le 4^e rayon n'en fut pas informé et fut le seul à appliquer la décision. Les camarades stigmatisaient l'attitude lâche de F. qui « encourageait » au mur les camarades qui se trouvaient devant les files en criant à 150 mètres de distance « c'est pas bien camarades ». Le camarade rapporteur parle sur l'arrestation de nos camarades étrangers et indochinois dans le même sens qui a été indiqué dans la *Vérité*.

Une camarade femme dénonce la pagaye dans l'organisation de la manifestation qui devait avoir lieu sur la base locale. Or avant le rassemblement on lui communiqua que les adhérentes de l'Union fraternelle des femmes doivent former un groupe à part dans la manifestation. D'autres camarades stigmatisaient la carence des fonctionnaires qui étaient à la tête du cortège et ne faisaient déployer les drapeaux qu'à l'intérieur du cimetière tandis que le 4^e rayon ainsi que des groupes voisins trinquaient.

Je vous fais grâce du laïus d'un 100 pour cent interrompu d'ailleurs par un camarade qui lui dit : « Tu nous racontes les mêmes choses que l'*Humanité* ». Le secrétaire du sous-rayon remarque dans sa réponse que ce 100 p. cent est rarement visible lorsqu'il s'agit de faire du travail.

Un camarade de la *Vérité* jeta de l'extérieur des tracts invitant les camarades à une réunion qui furent lus avec beaucoup d'intérêt par les copains.

Nous pensons que nos camarades du comité du sous-rayon du 13^e ainsi que la majorité du rayon ont raison lorsqu'ils constatent les échecs des manifestations nationales et internationales à grand tapage qui se succèdent depuis un an. Ils ont aussi raison lorsqu'ils critiquent la direction du parti pour son obstination dans cette agitation qui n'entraîne pas les masses et qui en isole le parti de plus en plus. Mais il ne faut pas qu'ils s'arrêtent à cette critique. Les échecs ne sont que les conséquences d'une ligne politique fautive que la bureaucratie pourrie persiste à appliquer.

C'est toute la fausseté de cette ligne que nos camarades doivent comprendre afin de pouvoir la corriger et pour cela nous leur demandons de lire régulièrement la *Vérité*.

L. BRECOT,
Correspondant du 4^e rayon.

Le « service de police » dans le 8^e Rayon des Jeunesses

Dans le 8^e rayon des Jeunesses, la situation est de pire en pire ; dans les deux dernières cellules locales qu'il lui reste l'anarchie atteint son plus haut degré.

Les nullités qui ont été imposées par l'Entente, à la direction du rayon, ne veulent pas entendre parler d'éducation, et sont mêmes incapables d'organiser le travail pratique. Mais s'inspirant des exemples de leurs maîtres, ils créent dans le rayon, un « service de police, ayant pour but de leur répéter tout ce que disent et font les camarades, et surtout pour surveiller ceux que l'on soupçonne être oppositionnels. »

Ces sous-Staline poussent l'inconscience, et le cynisme, jusqu'à employer, pour le « travail », de nouveaux adhérents, entrés aux Jeunesses pour s'éduquer et lutter, et espérant y trouver un guide pour leur jeune foi révolutionnaire. Quelle désillusion !... faire le mouchard !

Et vous, jeunes camarades, qui, obéissant à des mots d'ordre plus ou moins absurdes, manifestez dans la rue et vous faites arrêter, vous ne pouvez plus critiquer, vous n'avez plus le droit de dire ce que vous pensez ! Que pensez-vous de ces méthodes stalinienne ?... Tolérez-vous longtemps encore ces procédés odieux, instaurés par les bureaucrates qui peu à peu désorganisent les Jeunesses et le Parti ?

Non, il faut réagir immédiatement.

Pour lutter contre la dictature des fonctionnaires, ou « aspirants-fonctionnaires ». Pour avoir une politique claire et juste. Pour que la Jeunesse communiste soit une organisation forte et vivante.

Groupez-vous autour de l'opposition de gauche !

S. Dorne.

A Vincennes

Le parti avait envisagé cette année une simple distribution de tracts à la fête aérienne de Vincennes. Il n'appelle plus la masse à contre-manifester. Cela lui serait d'ailleurs difficile, non seulement en raison de la situation politique mais aussi en raison de l'habileté de la bourgeoisie qui a supprimé le bombardement du village pour mieux faire avaler sa propagande chauvine.

Marquons que la direction du parti se trouve ainsi en désaccord avec ses propres thèses car d'après elle et l'arlequin Manouïlski, successeur de Molotov, l'essor révolutionnaire augmente journellement — et l'on se borne à une distribution des tracts par des militants sûrs.

... Au dernières nouvelles il n'y a même pas eu de distribution de tracts.

A PROPOS DE QUATRE EXCLUSIONS

L'*Humanité* de cette semaine nous a apporté la nouvelle de quatre exclusions du Parti qui reflètent bien l'état d'esprit actuel de la direction.

D'une part on nous a appris l'exclusion de Fernand Meunier et de Guibbert. Ces deux bonshommes ont été exclus pour sympathies avec le P.O.P. et en plus, paraît-il (mais peut-on croire l'*Humana* ?) pour malversations. Notons que Meunier est un élément indésirable, sur lequel pesaient depuis longtemps les plus graves suspicions. On n'oublie pas qu'en 1928, il était alors rédacteur à l'*Humana*, et qu'à propos des incidents franco-italiens de Vintimille, il insultait le gouvernement qui « laissait insulter le drapeau français » — ce qui entraîna son expulsion de l'*Humana*. Quant à Guibbert, il fut le secrétaire de la Société des Amis de l'U. R. S. S. C'est encore un bon stalinien, corrompu et corrompu, de ceux qui faisaient la leçon aux oppositionnels, qui est aujourd'hui exclu pour « dilapidation de fonds » !

Ainsi la direction centriste se tord dans des convulsions qui la font frapper à droite et expulser des éléments corrompus qu'elle a elle-même engendrés.

Mais en même temps — et c'est le signe du centrisme — elle frappe à gauche. Ainsi l'*Humana* du 11 juin nous annonce l'exclusion de Teulade et d'un camarade des Jeunesses, Juin. Si on écarte le jargon qui sert à justifier leur exclusion, on trouve ceci : Teulade est exclu pour ses attaques « contre la majorité confédérale », et Juin est exclu pour « travail fractionnel », entendez pour sympathie avec l'opposition de gauche.

Ainsi la direction du Parti, sous la pression de la base et de la critique de la gauche, est obligée d'exclure des fonctionnaires droitiers avérés. Mais en même temps son appareil centriste l'oblige à exclure des militants qui n'acceptent pas ses mots d'ordre et ses méthodes. Teulade, militant du bâtiment, encore à l'honneur dans l'*Humana* lors de la récente grève que la direction du parti a mené à l'échec, est exclu pour avoir adhéré à l'opposition unitaire. Quant au camarade des Jeunesses, il est exclu évidemment pour avoir critiqué la direction des J.C. et ses procédés infâmes, qu'un correspondant du 8^e rayon des Jeunesses, précisément, dénonce dans la *Vérité* d'aujourd'hui.

Ne nous laissons pas prendre aux manœuvres du centrisme. Continuons la lutte par des critiques justes, pour la refonte du Parti sur la base de l'opposition de gauche.

LA VERITE

45, Boulevard de la Villette, Paris
(entrée : 6, rue Henri-Feulard)

Permanence :

tous les jours de 14 h. à 19 h. 30

LA VIE OUVRIÈRE

LES LIVRES

Contre le versement ouvrier ! L'aventurisme bureaucratique à l'œuvre

La *Vie Ouvrière* du 6 juin invite les ouvriers à faire grève le 5 juillet lors de la retenue du versement ouvrier sur le salaire.

Aucune préparation n'est faite et l'on lance le mot d'ordre de grève ! Le parti ne concentre pas du tout son attention sur la lutte contre le versement ouvrier.

Les dirigeants font paraître ci et là un article, et ensuite l'on nous annonce un meeting où différentes vedettes du P.C. prendront la parole. C'est là un procédé de lutte purement électoraliste.

Répetons-le encore une fois : il faut d'abord développer une agitation contre le versement ouvrier et lancer d'après les résultats de l'agitation en contact avec la base les mots d'ordre d'action correspondants à la situation.

La retenue sur les salaires provoquera dans le meilleur des cas des mouvements spontanés dont la direction échappera au parti parce qu'aucun travail sérieux n'est fait au préalable.

R. DELCOUR.

L'OPPOSITION UNITAIRE DANS L'ALLIER

Dans les syndicats unitaires des deux arrondissements de Moulins (Allier), la question d'orientation est mise à l'ordre du jour. Le dimanche 8 juin à l'assemblée générale de l'Union locale unitaire, tenue à la Bourse du Travail de Moulins, le secrétaire Touraud a ouvert la discussion en déposant un rapport de défiance envers la politique confédérale telle que l'a définie le V^e congrès de la C.G.T. Il a été suivi par un gymnastique démagogique des dirigeants et la folie des grèves politisées. Guyot, secrétaire du rayon du P.C., et Baudin, des P.T.T. lui répondirent en attaquant l'Opposition unitaire qu'ils accusèrent d'un tas de crimes : travail fractionnel dans les syndicats (11), menées scissionnistes, au profit des confédérés, etc... Collinet, du syndicat de l'enseignement, exposa la plate-forme de l'Opposition unitaire. Il montra en quoi elle s'opposait à celle des minorités et deux, syndicalistes purs ou réformistes, attaquèrent le régime d'illégalité dans lequel la Fédération bureaucratique place les syndicats et démasqua l'attitude de Losovsky, directeur de conscience des scissions des majoritaires. Un vote eut lieu sur le rapport déposé par le secrétaire, il fut repoussé par cinq syndicats contre quatorze. Mais, si on excepte les syndicats du bâtiment et des métaux qui s'étaient déjà prononcés en faveur du rapport, les autres délégués ne représentaient qu'eux-mêmes car ils n'étaient munis d'aucun mandat dans un sens ou dans l'autre. Le rapport sera maintenant envoyé aux syndicats qui se prononceront dans leurs assemblées respectives, et il se pourrait fort bien dans ces conditions que le léger succès des majoritaires 100 0/0 se transforme en défaite d'autant plus que dix syndicats n'étaient pas représentés. Les délégués firent leur rapport d'activité notamment à l'occasion du fer mai ; il est curieux de constater que les plus majoritaires en parole sont les premiers, pour se justifier, à affirmer le manque de combativité des masses soi-disant radicalisées. Le secrétaire des P.T.T. qui est un fougueux radicalisateur a dû baisser le ton en parlant de son syndicat qui compte... trois membres. Les majoritaires se gargarisent de paroles vides et sonores, mais les faits se moquent d'eux et de leurs déclamations.

Quinze jours avant, la C.E. de l'Union avait refusé par sept voix contre une (celle du secrétaire de l'Union) d'entendre un exposé de Collinet sur l'Opposition unitaire. La réunion du 8 juin montra qu'on ne peut pas fermer la bouche à l'Opposition. Que les majoritaires se le tiennent pour dit.

ABONNEZ-VOUS!

SOUSCRIVEZ!

ECRIVEZ-NOUS!

AU BIJOU PARISIEN Un succès de l'opposition unitaire

Le jeudi 5 juin, l'assemblée du syndicat unitaire du Bijou devait décider de son orientation. Les majoritaires avaient en face d'eux le bureau syndical avec Pichon, secrétaire qui a pris nettement à son compte la plate-forme de l'Opposition unitaire.

Pichon n'eut pas de peine à répondre à Raynaud, secrétaire de la 20e U.R., lequel, pour la circonstance, avait adopté un ton conciliant, inhabituel chez les majoritaires.

Pichon fit la preuve que les communistes dans le Syndicat du Bijou n'étaient pas les majoritaires, qui se sont toujours refusés à prendre des postes entraînant des responsabilités et qui soudain se découvrent des capacités pour remplacer l'actuel bureau, mais ceux qui ont fait du syndicat du Bijou, un syndicat « lutte de classe » et dont l'activité et les réalisations sont fort appréciées des corporants.

Par 232 voix contre 94, l'assemblée battit les majoritaires en approuvant la plate-forme de l'Opposition unitaire.

Soulignons que le vote eut lieu avec un pourcentage de présents (400 sur un millier de syndiqués) qui tranche nettement avec certaines assemblées où les majoritaires emportent des succès avec un nombre de voix dérisoire, tel aux Transports et aux Comptables.

Notons que l'Humanité a été contrainte à avouer cette victoire de l'Opposition unitaire. (Dans son rapport moral, Pichon avait reproduit la plate-forme de l'Opposition unitaire). Mais le *Cri du Peuple* n'hésite pas à se targuer de cette victoire, comme si elle revenait au « Comité pour l'Indépendance ». Curieuse manière de présenter les faits.

CHEZ LIORET ET OLIVIER

Conformément aux ordres donnés par le gouvernement, la maison Lioret a fait circuler parmi les ouvriers des feuilles concernant les assurances sociales. Il fut jugé qu'un délai de 4 jours était suffisant pour rendre une réponse affirmative ; une fois de plus nous avons pu constater l'antipathie des ouvriers pour cette fameuse assurance. Les chefs eux-mêmes, malgré la pression qu'ils étaient chargés d'exercer sur les ouvriers ne purent que constater une opposition presque générale. 20 0/0 du personnel rend les feuilles vierges ou profitent des circonstances pour écrire dessus ce qu'ils en pensent. Les autres acceptent par contrainte. Il faut lire aussi qu'aucune explication préalable n'a été donnée sur lesdites assurances.

Les apprentis chez Lioret

Les cours d'apprentissage viennent de se terminer pour l'année. Sur 50 élèves, 8 ont terminé. Les conditions dans lesquelles les jeunes sont obligés de travailler justifient leur désintéressement, c'est-à-dire que les cours avaient lieu en dehors des heures de travail, ce qui apportait un surcroît de fatigue, vu que les

jours de travail sont de beaucoup supérieures à 8 heures.

Des primes sont affectées à chaque apprenti, mais aucun d'eux ne souhaite avoir le premier et deuxième prix qui se composent d'un pied à coulisse, car pour l'obtenir ils se verraient obligés de verser la somme de 50 francs, leur prix est parait-il élevé et la maison n'est sans doute pas en mesure de les donner gratuitement.

Les apprentis sortants, passent petites mains, une augmentation de quelques sous leur est accordée, ils devront par la suite travailler dur pour bénéficier du bon, mais ils ne peuvent espérer dépasser le taux de 4 à 4 fr. 50 de l'heure.

L'exclusion de Decottignies et de Guyot

Le bureau du syndicat unitaire des métaux voulait faire « plébisciter » par les ouvriers du 13e, la décision d'exclusion pour délit de tendance contre Decottignies et Guyot. La section syndicale de l'A.O.P. avait décidé d'admettre ces derniers. Un savant battage avait été orchestré dans l'Humanité ; l'éminent Croizat y avait été lui-même d'un grand article. Mais les résultats de la réunion n'ont pas été très brillants pour les majoritaires.

Près d'une centaine de camarades présents ; les trois quarts au moins de l'A.O.P. ; ce qui révèle que le nombre des syndiqués dans le 13e est assez inquiétant.

Costes, d'un air patelin, essaya de donner un semblant de raison à la mesure prise contre Decottignies et Guyot. Il parait que le fait d'avoir malmené un majoritaire, nommé Meunier, qui, dans l'Humanité, avait traité Decottignies et Guyot, de « provocateurs », est un acte qui « frise le fascisme » !

Roy, s'éleva contre les procédés des majoritaires exploitant l'exclusion pour se débarrasser de leurs adversaires de tendances ; ensuite, Decottignies et Guyot, que l'assemblée décida d'entendre, remirent au point la vérité sur les faits qu'on leur reproche. Il résulte de leurs explications, que, calomniés sans cesse, par des adversaires, rageant de les voir diriger la section locale des métaux du 20e, traités de « provocateurs » dans l'Humanité par un 100 0/0 nommé Meunier, dans l'impossibilité de lui répondre par la même voie, ils lui ont infligé une correction.

Croizat intervint au nom de la Fédération, s'efforçant de trouver lui aussi que la correction infligée à Meunier était un « guet-apens fasciste » (pas moinsse ;)

Et dans un chahut infernal, on vota. Les majoritaires prétendent avoir obtenu 45 voix contre 43 ; les adversaires de l'exclusion disent 45 contre 45. Ce qui est sûr, c'est que les majoritaires ont fait leur plein — et au delà. Un des secrétaires du syndicat a voté, bien que n'étant pas du 13e et Costes lui-même, levait « candidement » la main pour l'exclusion ; mais il dut la rabaisser vivement devant les observations ironiques.

De toutes façons, la singulière majorité arrachée par le bureau des métaux, sanctionne à sa juste valeur la mesure inique prise contre Decottignies et Guyot.

G.

Paul Monet : LES JAUNIERS (Gallimard).

...Ce livre constitue un document de premier ordre sur les conditions atroces auxquelles les exploités soumettent les populations coloniales d'Indochine. Le lecteur y trouvera le tableau du régime esclavagiste que les hommes d'affaires ont institué dans la colonie avec la collaboration bienveillante de la délégation du pouvoir d'état, le Gouvernement Général. Les paysans tonkinois, ruinés par les inondations et transplantés au moyen de promesses fallacieuses dans les grandes plantations de Cochinchine et dans les îles du Pacifique, sont voués à un régime plus cruel encore que celui des esclaves de l'antiquité parce que le possesseur d'esclaves prenait soin de son matériel humain tandis que les « jauniers », n'ayant lié son personnel que par un contrat de quelques années, tire de son achat tout ce qu'il peut en faire rendre. Des documents officiels épinglent le témoignage de l'auteur de preuves incontestables. Notamment le rapport De Lamarre qui établit que le coolie des plantations, pour une journée de douze heures reçoit un salaire qui ne lui permet pas d'acquiescer une ration vitale minimum de riz. Dans l'ignorance générale où sont les travailleurs des réalités de l'oppression de classe en Indochine, ce livre doit contribuer à instruire nos camarades.

Victor Serge : L'AN I DE LA REVOLUTION RUSSE (Librairie du Travail).

La Librairie du Travail vient enfin de nous donner ce livre tant attendu (17, rue de Sambre-et-Meuse, 1 vol. de 470 p. — 26 francs). C'est un ouvrage que chaque militant révolutionnaire aura à cœur de lire : rien ne peut le remplacer. C'est un récit fortement documenté des événements qui ont rempli la première année de la révolution russe. Il s'agit là, bien entendu, d'un travail marxiste, retraçant la lutte des classes dans la révolution d'Octobre et dans les mois qui l'ont suivie. L'auteur s'est appuyé sur la très abondante documentation publiée en russe depuis cette époque, documentation absolument inédite en France. Il a retracé non seulement les faits, mais aussi les idées, c'est-à-dire avant tout l'évolution politique des bolcheviks, des socialistes-révolutionnaires, des mencheviks.

Il n'existait à l'heure actuelle en français, aucune histoire de la Révolution russe, qui présentât les faits sous leur véritable jour, sauf le livre de John Reed, qui est plutôt descriptif et n'a traité qu'aux sept premiers jours de la révolution. Les éditions officielles de l'Internationale se sont montrées incapables de publier un livre de cette sorte, si bien qu'à l'heure actuelle, les militants, et surtout les jeunes, qui veulent apprendre les faits fondamentaux de la Révolution russe, événement dont la portée est toujours vivante et directe dans le mouvement révolutionnaire international, sont obligés de chercher à droite et à gauche dans des articles de revues.

Grâce au livre de Victor-Serge, que nous les encourageons vivement à acheter, ils trouveront tout le nécessaire sur cette question, ramassé dans un sérieux volume. Et, bien entendu, il ne s'agit pas là d'une histoire truquée à la manière stalinienne, il ne s'agit pas d'un livre où l'on cherche à masquer le rôle joué par chacun, et le sens réel de la lutte des classes. Non, c'est vraiment le récit entraînant et clairement exposé au point de vue marxiste de la grande révolution prolétarienne d'Octobre, de l'activité prodigieuse des masses ouvrières et paysannes, ainsi que de la clairvoyance et de la magistrale direction des deux théoriciens et militants exceptionnels : Lénine et Trotsky.

Victor Serge : VIE DES REVOLUTIONNAIRES (Librairie du Travail).

Dans cette petite brochure, Victor-Serge a retracé, d'après un recueil paru en Russie, un certain nombre de vies exemplaires de militants obscurs, hommes et femmes, de ceux qui font la matière et la force des révolutions : les chapitres visent successivement les ouvriers, les paysans, les intellectuels, les petits bourgeois, les femmes, etc... Ces exemples nous indiquent à tous le chemin, pénible et long, de la victoire.

PIERRE DOMINIQUE

LA COMMUNE

Grasset 15 fr.

La Commune de Paris préface de la Révolution russe.

Une Collection bilingue des Chefs-d'œuvre étrangers

Dans l'un de ses derniers feuilletons des Nouvelles Littéraires, Edmond Jaloux a loué la publication de cette collection bilingue des Chefs-d'œuvre étrangers si précieuse aux lettrés. Les milieux les plus divers de notre élite intellectuelle viennent attester chaque jour l'opportunité de cette collection. Après « Sapho » de Grillparzer traduit par A. Ehrhard, doyen de la Faculté des Lettres de Lyon, après « Scènes de la vie d'un propre à rien », d'Eichendorff, traduit par Paul Sucher, les Editions Montaigne viennent de mettre en vente les DRAMES DE JEUNESSE, de GÖTTE, préfacés et annotés par Henri Lichtenberger, professeur à la Sorbonne. Ces œuvres curieuses, présentées par l'éminent germaniste, nous donnent l'idée la plus complète de l'évolution morale et littéraire du « Géant de Weimar » qui exerce encore une si profonde influence sur nos lettrés. Chaque volume contient, outre le texte intégral et la traduction, une étude approfondie de l'auteur et de l'œuvre, ainsi que des notes. Dans la même collection, vont paraître incessamment les œuvres de Storm, Hölderlin, Kleist, Schiller, J. P. Richter, Otto Ludwig, Wieland, Heine (Editions Montaigne).

LA VIE DE L'OPPOSITION

EN ESPAGNE :

La direction bureaucratique contre la volonté de la base

Nous publions ci-dessous un article du camarade Lacroix, dans lequel il expose les conditions du redressement politique du P.C. Espagnol.

Nous pensons qu'il faut poursuivre cette discussion qui intéresse tout le mouvement communiste de gauche. C'est la condition d'une lutte justement orientée contre le centrisme international.

La lutte entre les bureaucrates s'accroît dans le P.C.E. : trois fractions sont aux prises pour la direction et les rétributions correspondantes.

L'équilibriste politique Joaquin Maurin nous a annoncé pompeusement dans les colonnes de la *Correspondance Internationale* (édition française) que la crise intérieure du P. C. E. était résolue et qu'il allait commencer à recueillir le fruit de « la radicalisation des masses ». Rien de plus faux et de plus hypocrite que l'article de Maurin, aujourd'hui staliniste... avec réserves. L'article de Maurin inaugure un tournant brusque dans la politique de son groupe qui croit obtenir la direction en mettant à profit les désaccords au sein du C. E. et sa division en fractions. Cela, Maurin et son groupe le savent et le savent. Ils trompent donc le Parti. Pas le plus petit désaccord entre ces trois groupes que divise seulement la concurrence bureaucratique. La dernière Conférence nationale du Parti a rendu manifeste la collusion de la bureaucratie de l'I.C. et celle du P.C.E. Depuis, le groupe Maurin a donné la note du « désaccord idéologique ». Mais à la conférence, le représentant de Maurin, en son nom et en celui de Maurin, a affirmé qu'ils n'étaient pas « trotskystes », n'avaient rien à voir avec l'opposition communiste espagnole et internationale. L'unité idéologique de la bureaucratie est donc rétablie en Espagne, mais la crise du P. C. d'Espagne n'est pas de ce chef résolue. Les discordes bureaucratiques croissent à mesure que le nombre d'aspirants bureaucrates ou de bureaucrates se multiplie sans que le fonds de répartition des salaires augmente.

Le divorce entre la base et les dirigeants couve de plus en plus et l'opposition de gauche continue à gagner les sympathies des militants de base, ce qui provoque l'indignation et développe la violence dictatoriale au sommet. L'assemblée dont il a été question avait été convoquée sans que la base le sache. Le C.E. d'accord avec les Comités Régionaux, avait décrétoché le nombre des délégués, sans consulter les sections dont quelques-unes, comme Valence, ont désapprouvé les résolutions et protesté contre ces agissements anti-démocratiques.

Il y a donc une bureaucratie divisée en trois fractions, sans principe et séparée de la base du parti qui, lui-même, n'est plus qu'un squelette de parti désorienté, sans vue politique ni organisation, impuissant devant la situation actuelle.

Voilà ce que savent Maurin et son groupe et ils mentent quand ils disent le contraire. Pour s'emparer de la direction, ils n'hésiteront pas à se soumettre inconditionnellement à la volonté de Staline. C'est pour cela que le groupe de Maurin est la fraction la plus nuisible au développement du P.C.E. et c'est pour cela et parce que Maurin est un communiste de notoriété internationale que nous sommes obligés de dénoncer ses machinations.

L'Opposition communiste espagnole ne fera pas le jeu d'une classe de bureaucrates contre une autre, et, fidèle à l'intérêt général du parti, elle dénoncera toujours, d'où qu'elles viennent, les machinations bureaucratiques qui ne servent que des intérêts personnels.

Les communistes espagnols commencent heureusement à réagir. L'organisation de Madrid a appliqué le mot d'ordre oppositionnel de la réintégration des camarades exclus pour raisons de tendance. Celle de Valence aussi. Peu à peu, les camarades de l'Opposition sont réintégrés et travaillent à la réorganisation du Parti. Le C. E. refuse d'accepter ces décisions, s'opposant ainsi à la volonté de la base. A Valence, le parti sympathise unanimement avec l'Opposition et sa plate-

forme et l'a fait savoir au C.E., qui a rompu tous contacts, en manière de persuasion et n'entretient de rapports qu'avec un certain ami de Maurin, qui n'est même pas membre du Parti, ce qui montre comment ce geste du P.C.E., aidé en cela par le groupe Maurin-Orlandis, incarne le divorce entre la C. E. et Valence, la scission perpétrée par la bureaucratie qui ne se préoccupe que de son intérêt. A Bilbao, l'organisation réintègre un camarade oppositionnel et étend la mesure à plusieurs autres. Dès que le C.E. en est informé, il ordonne la révocation de cette mesure et oblige Bilbao à se rétracter, en attendant la convocation d'un Congrès. Quant au Comité de Madrid, par une lettre ouverte aux camarades exclus pour leur notifier sa décision de réintégration il affirme son accord et sa volonté de tenir bon malgré la défense de la C. E. De même à Valence. Que va faire le C. E. ? Va-t-il exclure les organisations les plus fortes numériquement et idéologiquement ? Cela ne nous étonnerait pas. Mais l'Opposition est alertée et veille pour défendre l'intérêt du P.C.E. Mais ne nous faisons pas d'illusions ; pas d'optimisme dangereux : la base manque de la plus élémentaire éducation politique, que la direction stalinienne a toujours entravée, de peur de voir se former de nouveaux éléments pour la remplacer. Aussi le C.E. espère-t-il changer l'opinion de la base, comme il l'a déjà fait, ce qui rend plus difficile la tâche de l'Opposition. Malgré cela, nos efforts doivent toujours tendre vers la réorganisation et l'éducation de la base, contre la bureaucratie. — H. LACROIX.

DANS L'EST :

Une réunion à Chaligny

Le Parti communiste avait organisé le mercredi 3 juin, une réunion, annoncée à grand tapage dans la *Lorraine*, contre tous les ennemis du prolétariat (trotskystes y compris !)

A cette occasion le Parti avait délégué Guy Jerram dans l'intention évidente d'écraser l'Opposition communiste de Chaligny et d'arrêter la croissance de l'Opposition Unitaire dans le syndicat des mineurs. Dans ce but Jerram a déployé tout son talent oratoire et sa souplesse stalinienne. Malgré cela il n'a pu intimider les oppositionnels. Notre camarade Paget a répondu au leader régional du Parti, ce qui démontre qu'il n'est pas si froussard que le représentent les dirigeants locaux et régionaux. Paget, simple ouvrier, a tenu tête à Jerram, de même qu'il n'hésite pas à signer ses articles dans la *Vérité*, donnant ainsi une leçon de franchise à certains membres de la cellule qui, eux, se cachent sous l'anonymat pour calomnier les copains en les traitant de « réformistes, renégats et d'alliés du patronat ».

A la réunion, Paget a posé plusieurs questions qui sont restées sans réponse. Elles étaient trop embarrassantes, sans doute.

Il a demandé une explication sur le travail de la Ligue communiste qui a organisé la manifestation des camarades indochinois devant l'Élysée et dont les affiches « pour sauver les condamnés à mort de Yen-Bay » sont encore sur les murs de Chaligny, Neuves-Maisons. Paget a insisté sur l'incapacité des dirigeants de Fédération des J.C. à éduquer les jeunes, ce qui est la cause principale de la disparition du rayon des J.C. de Chaligny ; sur la violation constante de la démocratie syndicale dans la C.G.T.U.

Jerram a soigneusement évité de répondre à toutes ces questions. Un fait significatif s'est produit au sujet d'une assertion répandue à dessein contre Paget et qui le représente comme ayant été exclu de l'*Etoile Sportive*, club de la F.S.T. Les jeunes, présents à la réunion ont protesté contre ce ragot que répandaient les organisateurs de la réunion et ils ont approuvé les raisons qui ont amené Paget à démissionner de ce club, Jerram a été obligé de rétracter ses paroles.

En résumé, la réunion n'a pas rendu ce que les 100/100 en escomptaient (il y avait soixante personnes !) et nous n'en sortons pas diminués, bien au contraire. Les dirigeants du Parti qui insultent continuellement Paget, le traitant de « provocateur, liquidateur d'organisations ouvrières et d'allié du Patronat » en ont été pour leurs frais. Et nous demandons à tous les camarades révolutionnaires de

Chaligny, Neuves-Maisons de méditer sur les bas procédés staliniens qu'emploient les dirigeants du Parti pour salir un honnête ouvrier révolutionnaire. Ils doivent se grouper autour de nous, ce sera la meilleure réponse à faire aux staliniens.

Malgré les insultes et la calomnie, malgré tous les coups que nous réservent les aventuriers politiques staliniens ; sous le drapeau de la Ligue, vive le communisme !

Le groupe de la Ligue communiste (opposition) de Chaligny, Neuves-Maisons.

LE BULLETIN INTERNATIONAL DE L'OPPOSITION COMMUNISTE

La multiplicité des tâches qui incombent à la Ligue communiste a retardé la parution du *Bulletin International de l'Opposition*.

Le travail international, à cause du nombreux échange de correspondance à longue distance qu'il nécessite, est toujours assez difficile à mettre sur pied. Cette difficulté est accrue par la faiblesse de nos moyens matériels. Néanmoins, la parution du *Bulletin*, retardée jusqu'à maintenant, est proche.

Un très important matériel nous est parvenu de la part des groupements internationaux de l'Opposition. Il ne nous sera évidemment pas possible de tout publier dès le premier numéro, mais nous espérons qu'après deux ou trois numéros, les textes les plus indispensables auront été publiés.

Nous renouvelons ici notre demande aux groupes internationaux, de nous indiquer avec précision quelle somme ils pourront faire parvenir au Secrétariat International provisoire. Nous répétons que pour débiter le *Bulletin* paraîtra en français et pour les principaux articles, en allemand.

COMMISSION EXECUTIVE

L'organisation de la Ligue communiste est encore rudimentaire, et en pleine formation. Nous devons apporter toute notre attention à son développement systématique.

Une première nécessité est de publier régulièrement dans la *Vérité* des comptes rendus de la vie des groupes, ainsi que les directives politiques générales de la Commission Exécutive, de façon à ce que chacun de nos camarades profite directement du travail accompli.

A partir de la semaine prochaine, nous publierons régulièrement de tels comptes rendus.

FONDS D'ENTRAIDE OPPOSITIONNEL

Il faut rapidement constituer notre fonds d'entraide oppositionnel. Nous en avons indiqué les raisons.

Nous avons à faire face à des besoins immédiats, pour des camarades oppositionnels, souvent des camarades étrangers, victimes de la répression.

Afin que le soutien de nos camarades soit assuré, sans souci des questions de tendances, et pour prendre notre place dans une organisation d'entraide prolétarienne, la Ligue communiste (Opposition) a demandé son adhésion, comme organisation, au S.R.I., conformément aux statuts. Aucune réponse d'aucune sorte ne nous a été faite. Dans le précédent numéro de la *Vérité* nous avons rendu publique notre demande d'adhésion, de façon à ce que chacun de nos camarades puisse poser la question dans sa section locale : pourquoi la direction du S.R.I. refuse-t-elle l'adhésion de la Ligue communiste ?

En attendant, il nous faut organiser nous-même notre « entraide ». Pour cela nous avons besoin du vouement de tous, immédiatement !

Nous publions ici une première liste de souscription. Il faut l'allonger sans délai.

Nous éditerons et distribuerons des listes de souscription de façon à faciliter des collectes d'argent. Que chacun se mette à la tâche avec dévouement !

Première liste de souscription :
L.G. 10 fr. — Un étudiant oppositionnel 5 fr. — Un communiste, 6 fr. 50. — M. T. 20 fr. — A. R., 20 fr. — Girard, 20 fr. — N., 20 fr. — A. M., 10 fr. — Mougeot, 20 fr. — Denise, 20 fr. — Un groupe de camarades hongrois, 100 fr.
Total de la première liste : 251 fr. 50.

Bulletin de l'Opposition

(ent. en langue russe)

N° 12-13 (juin-juillet)

Sommaire :

- Note de la rédaction.
- I. — A propos du XVI^e Congrès du P.C. de l'U. R. R. S. (B.).
 - II. — La Révolution hindoue, ses problèmes et ses dangers.
 - III. — *Dingelstedt* : Essai d'une petite revue politique sur la période entre le XV^e et le XVI^e Congrès.
 - IV. — *Alfa* : Remarques d'un journaliste.
 - Zinoviev et le mal de l'invention de Gutenberg.
 - La France est-elle entrée dans une période révolutionnaire ?
 - Encore une fois sur un jeune talent. Le « trotskysme » est responsable des... déviations.
 - La « ligne générale » de Jakovlev.
 - V. — Lettres de l'U.R.S.S.
 - VI. — *L. Trotsky* : Deux conceptions (Introduction à « La Révolution permanente »).
 - VII. — *N. Markine* : « Staline et l'armée rouge » ou Comment on écrit l'Histoire.
 - VIII. — Les problèmes de l'opposition internationale.
 - Trotsky* : Les tâches des communistes espagnols.
 - L. Trotsky* : Qu'est-ce que le centrisme ?
 - R. Well* : La direction du Komintern a manqué de nouveau un moment propice.
 - A. Senine* : Le mouvement ouvrier juif en France.
 - Dvorine* : Sur le travail de l'Opposition en Amérique du Sud.
 - U. Opp.* : Les exploits bureaucratiques (Lettre de Prague).
 - Boîte aux lettres.

LIVRES REÇUS

C.-F.-RAMUZ : *Jean-Luc Persécuté* (Histoire de la Montagne) (Grasset édit.).

VICTOR-SERGE : *Vie des révolutionnaires* (Librairie du Travail), 1 fr.

P. DOMINIQUE : *La Commune* (Grasset édit.).

E. LANTI : *La langue internationale*, ce que tout militant ouvrier doit connaître de la question (Fédération Espérantiste ouvrière, 177, rue de Bagnolet, Paris 20^e). Prix 3 fr. 50.

La Vérité

Hebdomadaire
Organe de la Ligue Communiste (Opposition)

45, Boulevard de la Villette, Paris X^e
Abonnement : 6 mois 13 fr.

1 an 25 fr.
Chèque postal : P. Frank 136.855
Paris

Directeur politique : A. Rosmer
Administrateur : P. Frank

Le Gérant : P. FRANK.

Imprimerie SFIC
10, Cité Nys, PARIS-XI^e
Tél. : Mémilmontant 73-26